

CA24N

AJ

- 81M35

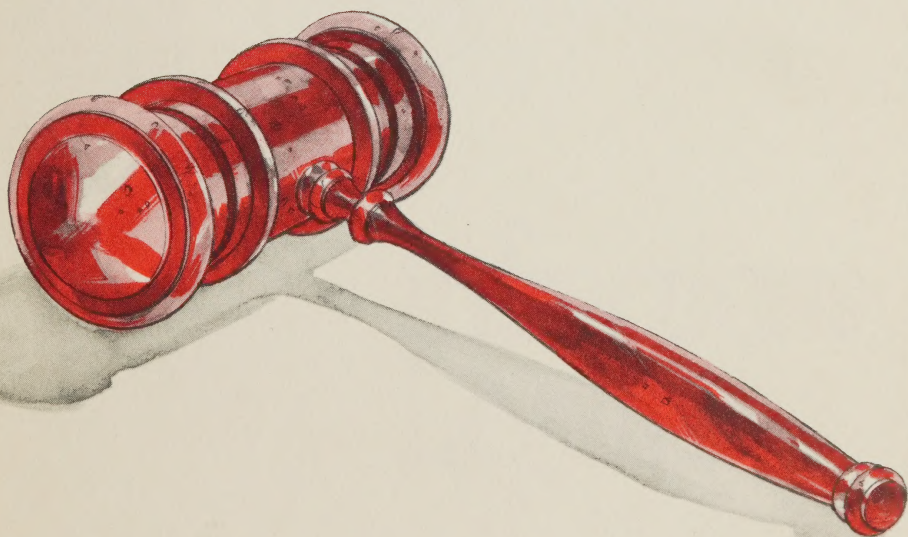
FRE

Government  
Publications

# Infractions Légères

Connaissez vos droits et vos choix selon la Loi sur les infractions provinciales.

DEPOTARY LIBRARY MATERIAL



Ministère  
du Procureur  
Général



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114700214>

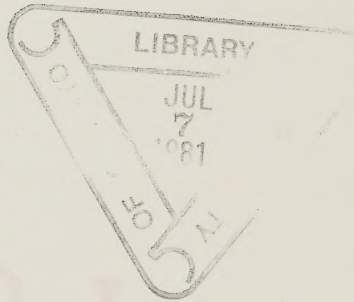
CA20N  
AJ  
-81M35  
FRE



Ministère  
du Procureur  
Général

# Infractions Légères

Library of Congress  
Reading Room



Instructions  
Légères

# Contenu

<b>Un message du Procureur général</b> .....	5
<b>Deux systèmes distincts de procédure</b> .....	7
<b>Le fonctionnaire chargé des infractions provinciales et vous-même</b> .....	7
<b>Partie I La procédure</b> .....	8
L'infraction .....	8
L'avis d'infraction .....	9
Que devez-vous faire lorsque vous avez reçu un avis d'infraction? .....	10
Que se passe-t-il si vous ne faites rien? .....	12
Les amendes et les autres conséquences d'une condamnation .....	12
Porte de sortie: la révision d'une condamnation .....	13
<b>Partie III La procédure</b> .....	14
<b>Le procès</b> .....	16
La Cour des infractions provinciales .....	16
Le pouvoir résiduel .....	17
Le mépris de Cour .....	17
Les amendements .....	18
Les avocats, mandataires et interprètes .....	18
Plaidoyer de culpabilité pour une autre infraction .....	20
Défaut de comparution .....	20



<b>Jugement et recouvrement des amendes</b> .....	21
Une méthode souple .....	21
Les amendes .....	21
Recouvrement de l'amende .....	22
Prison: le dernier recours .....	22
Autres options .....	24
<b>Appels</b> .....	24
Introduction .....	24
Appels selon Partie I .....	24
Appels selon Partie III .....	26
Appels à la Cour d'appel .....	26
<b>Annexe</b> .....	29
Loi créant un code de procédure pour les infractions provinciales .....	29

## Un message du Procureur général

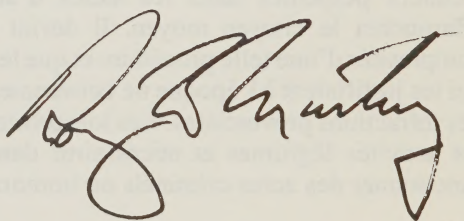
Nombreux sont ceux qui ont constaté que la procédure qui s'applique à la poursuite des infractions provinciales était difficile à comprendre, chère, trop longue et bien trop complexe, vu la gravité desdites infractions. Le besoin de remédier à ces inconvénients a conduit à l'adoption de la *Loi sur les infractions provinciales*, 1979, qui, pour la première fois, a créé un code de procédure unifié, formant un tout en soi; son but est de simplifier des usages antérieurs, d'éliminer un formalisme inutile, de renforcer les droits et les protections fondamentaux et enfin, d'éviter les retards dans le déroulement des procédures judiciaires. Cette loi tend à donner à chaque défendeur la possibilité, la meilleure pour lui, d'être jugé selon les faits et les circonstances de l'infraction et d'être entendu aussi vite que possible. En outre, l'un des objectifs de la loi est d'établir des moyens efficaces d'encaisser les amendes non payées plutôt que d'imposer des peines de prison à ceux qui ne les paient pas.

Le problème fondamental soulevé par la manière de juger les infractions légères aux lois provinciales, et qui ne sont pas à vrai dire des actes de nature criminelle, provient du fait que la procédure traditionnelle avait été adoptée en se référant au Code criminel du Canada. Ce qui explique que le formalisme et la solennité qui remontaient aux traditions spécifiques des siècles passés s'étaient perpétués dans les salles d'audience d'aujourd'hui, non sans effaroucher le citoyen moyen. Il devint de plus en plus évident que les complexités d'une telle procédure et que les attitudes, aujourd'hui démodées, qui les justifiaient à l'époque ne convenaient plus du tout à la grande majorité des infractions provinciales. Les lois provinciales ont pour but de régler les activités légitimes et nécessaires dans l'intérêt général et non pas de sanctionner des actes criminels ou immoraux.

Ce système de procédure criminelle provoquait aussi le sérieux problème de la congestion des cours provinciales, aggravé par le grand nombre des infractions de nature très mineure. Des délais extrêmement longs retardaient les jugements. Le coût du jugement des infractions légères ne cessait de croître pour le contribuable ce pendant que les justiciables, les fonctionnaires judiciaires et le personnel d'exécution des lois gaspillaient énormément de temps à attendre que les infractions fussent jugées.

La *Loi sur les infractions provinciales* aborde ces problèmes en créant une forme de procédure qui est à la mesure de la nature de l'infraction. La procédure établie pour les infractions vraiment légères est simple et souple; elle est pratique pour la personne accusée, tout en ne diminuant d'aucune façon ses droits fondamentaux. Ce sont d'autres procédures qui s'appliquent aux infractions d'une nature plus grave et dont les sanctions sont proportionnellement plus lourdes. Les procès découlant de toutes les infractions aux lois provinciales seront désormais jugés par la nouvelle Cour des infractions provinciales et ce, séparément, et à l'exclusion des actes de nature criminelle.

La *Loi sur les infractions provinciales* permet de rendre une justice équitable, rapide et peu onéreuse, en Ontario. Cette brochure vous explique vos nouveaux droits et vos nouvelles responsabilités; je suis convaincu qu'elle contribuera à vous les faire comprendre.

A handwritten signature in black ink, which appears to read 'R. Roy McMurtry'. The signature is fluid and stylized, with a large loop at the end.

R. Roy McMurtry  
Procureur général de l'Ontario



## Deux systèmes distincts de procédure

La *Loi sur les infractions provinciales* reconnaît que la nature et la gravité des infractions aux lois provinciales peuvent varier considérablement. Les sanctions s'étendent d'amendes de quelques dollars jusqu'à des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. 90% environ des infractions faisant l'objet d'un jugement sont à vrai dire légères et ne représentent que des contraventions à des règlements entraînant une amende de moins de \$300.

Cette loi prévoit la possibilité de distinguer les infractions légères qui n'exigent nullement les contraintes d'une procédure criminelle des autres infractions plus sérieuses lesquelles comprennent entre autres les violations de la protection de l'environnement, les violations des règlements sur la sécurité des constructions, les infractions dans le commerce des titres, contre la protection du consommateur, et enfin, les infractions plus importantes au Code de la route. Après avoir séparé ces deux groupes d'infractions, la loi prévoit les deux systèmes distincts de procédure qui s'y appliquent: la Partie I pour les infractions légères et la Partie III pour les infractions plus graves.

## Le fonctionnaire chargé des infractions provinciales et vous-même

La loi crée un nouveau mandat pour les fonctionnaires chargés de l'exécution des lois en ce qu'ils ont le droit désormais d'appliquer les nouvelles procédures simplifiées, selon la Partie I qui traite des infractions légères. Toute personne remplissant les fonctions de fonctionnaire chargé des infractions provinciales a le droit d'entamer une procédure s'il ou si elle est convaincu(e) qu'une personne ou plus a commis une infraction. Tous les officiers de police sont des fonctionnaires chargés des infractions provinciales, au sens de cette loi. D'autres membres du personnel chargé de l'exécution des lois tels que fonctionnaires pour la protection de la nature ou ceux chargés de l'exécution des règlements municipaux peuvent être désignés comme fonctionnaires chargés des infractions provinciales par un ministre du Gouvernement de l'Ontario.

Ce mandat autorise le fonctionnaire à entamer une procédure de façon moins formaliste. Il appartient au poursuivant, à sa discrétion, mais guidé par les principes de la police ou du ministère dont il dépend, de décider de la manière dont une infraction apparemment commise doit être traitée. Les cours conservent un certain contrôle sur un tel pouvoir discrétionnaire, car cette nouvelle procédure ne peut être appliquée par un fonctionnaire chargé des infractions provinciales que pour les infractions définies et spécifiées d'avance par les tribunaux.

Toute personne, qu'elle soit ou non un fonctionnaire chargé des infractions provinciales, a le droit d'entamer des procédures de la manière plus formaliste prévue dans la Partie III. Mais une telle démarche requiert la présentation des faits devant un juge. Le juge demandera à la personne qui lui présente lesdits faits de déclarer sous serment qu'elle les croit vrais, et le juge peut aussi poser toute question au sujet de l'infraction alléguée.

Toutes les accusations portées par un citoyen contre un autre commenceront de cette manière, puisque le plaignant doit convaincre le juge qu'il a des raisons suffisamment probantes et rationnelles de croire qu'une infraction a été commise. Cette disposition garantit que les plaintes de nature privée ne peuvent être poursuivies qu'après qu'une décision judiciaire aura été prise selon laquelle l'accusation repose sur quelque fondement.

Dans toutes les procédures prévues dans la nouvelle loi, la personne accusée d'avoir commis une infraction est dénommée "défendeur" plutôt que "accusé". Ce changement de terminologie reflète la préoccupation de se distancer du jargon de la procédure criminelle en faveur d'une nouvelle procédure qui ressemble davantage à la procédure civile.

## Partie I La procédure

### L'infraction

Comme indiqué plus haut, cette procédure simplifiée de la partie I de la loi s'applique aux infractions d'une nature légère et qui contreviennent à des règlements. Lorsqu'un fonctionnaire chargé des infractions provinciales est convaincu qu'une personne ou plus ont commis une infraction, il a le droit de décider de remplir un document dénommé "certificat d'infraction". Après l'avoir signé, il va remettre à la personne accusée d'avoir commis l'infraction un document dénommé "avis d'infraction" ou une "sommation".



## L'avis d'infraction

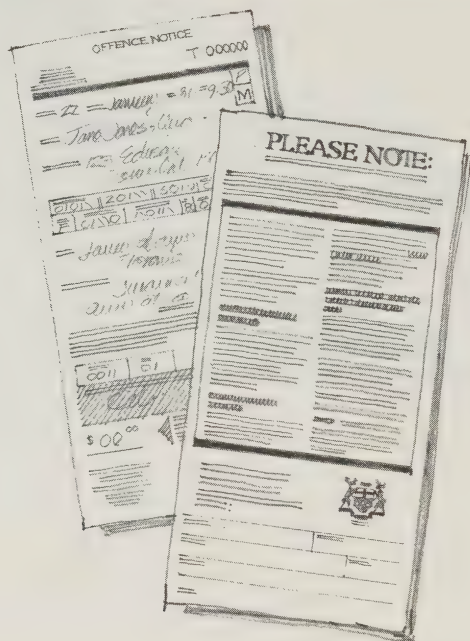
L'avis d'infraction ressemble à l'avis de condamnation sommaire qui a été en usage en Ontario depuis de nombreuses années. Il contient le nom, l'adresse, le numéro du permis de conduire du défendeur, de même qu'une brève description de l'infraction prétendument commise; cette avis fixe le montant de l'amende. Le fonctionnaire chargé des infractions provinciales a le droit de notifier l'avis d'infraction au moment même où ledit fonctionnaire prend la personne en flagrant délit d'infraction, ou bien, il peut notifier l'avis d'infraction dans les 30 jours qui suivent la date de l'infraction elle-même.

Le fonctionnaire chargé des infractions provinciales n'a pas le droit, en aucune circonstance, d'accepter de l'argent d'un défendeur à titre de paiement de l'amende fixée dans l'avis d'infraction; il n'a pas le droit non plus de remettre l'avis d'infraction au greffe de la Cour, de la part du défendeur.

Dans certaines circonstances, un fonctionnaire chargé des infractions provinciales peut notifier à la personne accusée une sommation, selon la Partie I de la Loi, en lieu et place d'un avis d'infraction. Un tel document exige du défendeur qu'il compareaisse à un procès, de telle sorte que le juge ait la possibilité de prendre en considération les circonstances qui ont entouré la



commission de l'infraction lorsqu'il prononce la condamnation, si le défendeur est jugé coupable. Le défendeur ne peut pas payer une amende sans comparaître devant la Cour lorsqu'il a déjà reçu notification d'une sommation.



## Que devez-vous faire lorsque vous avez reçu un avis d'infraction?

La *Loi sur les infractions provinciales* autorise la personne qui a reçu un avis d'infraction (le défendeur) d'exercer l'une des options suivantes, en réponse à l'accusation. Vous pouvez choisir l'option qui convient le mieux à votre situation personnelle, mais vous devez prendre votre décision *dans les 15 jours* à dater de la notification de l'avis d'infraction:

1. Si vous n'entendez pas contester l'infraction, il vous suffit de signer le plaidoyer de "culpabilité" figurant dans l'avis d'infraction. Vous pouvez ensuite inclure dans une enveloppe votre chèque pour le paiement du montant de l'amende indiquée et la remettre, personnellement ou par un mandataire ou par la poste, avec l'avis d'infraction, au greffe de la Cour. Cette procédure est la même que celle qui existait selon la loi antérieure.



2. Si vous désirez contester l'infraction, vous devez signer le plaidoyer de "non-culpabilité" figurant dans l'avis d'infraction et remettre ce dernier au greffe de la Cour. La Cour va fixer le jour et l'heure du procès et va en informer vous-même et le poursuivant. Si vous ne comparez pas au procès, vous pouvez être condamné en votre absence, et une amende et les frais peuvent vous être imposés.
3. Si vous n'entendez pas contester l'infraction, mais que vous désirez expliquer les circonstances ayant entouré l'incident, vous pouvez comparaître devant un juge, quand cela vous convient, aux heures indiquées dans l'avis, et devant la cour spécifiée dans l'avis d'infraction. Il n'est pas nécessaire de prendre rendez-vous. Vous pouvez alors expliquer au juge pour quelles raisons vous pensez que l'amende devrait être réduite ou pourquoi vous désireriez obtenir des facilités de paiement; mais la Cour ne peut pas revoir le principe de la condamnation.



## Que se passe-t-il si vous ne faites rien?

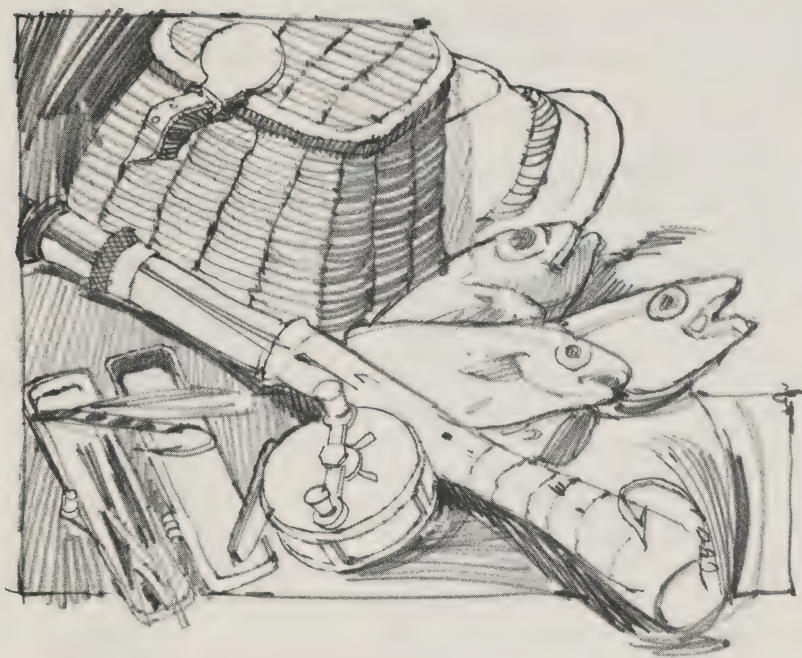
Si vous n'exercez pas l'une des trois options indiquées ci-dessus dans les 15 jours à dater de votre réception de l'avis d'infraction, la Cour a le droit de présumer que vous ne désirez pas contester l'accusation. Un juge va alors examiner le certificat d'infraction enregistré au greffe de la Cour, par un fonctionnaire chargé des infractions provinciales. Si le certificat a été rempli en bonne et due forme, le juge va prononcer une condamnation et imposer l'amende indiquée sur l'avis d'infraction. C'est alors que le greffier va vous envoyer l'avis de condamnation et d'amende et vous notifier la date à laquelle l'amende doit être payée.

Ce principe d'une condamnation par défaut, lorsque le défendeur n'a pas réagi à une accusation, n'est pas nouveau. Il a été emprunté du jugement par défaut prévu par les procédures civiles. Chacun conserve son droit absolu à un procès selon les mérites de sa demande. Le seul changement est qu'aujourd'hui il appartient au défendeur d'enregistrer un plaidoyer de non-culpabilité, par écrit, avant la fixation du procès.

## Les amendes et les autres conséquences d'une condamnation

Lorsque la procédure de l'avis d'infraction a été utilisée, l'amende impossible ne peut pas dépasser \$300 ou la pénalité maximale prévue par le statut particulier pour ladite infraction, la pénalité la moins forte de ces deux sanctions étant seule applicable. Une peine d'emprisonnement ne peut pas être imposée pour une condamnation en raison d'une infraction lorsque les procédures suivies sont celles prévues à la Partie I de la loi. Par exemple, le *Code de la route* stipule que la pénalité pour avoir altéré ou effacé le numéro de série d'une voiture est une amende de \$200 maximum ou l'emprisonnement jusqu'à 30 jours ou les deux ensemble. Si la procédure suivie a été celle de la Partie I, l'amende ne peut pas dépasser \$200, et la disposition sur l'emprisonnement ne s'applique pas.

Toutefois, des points de démérite selon le *Code de la route* seront enregistrés à la suite de la condamnation, et toutes les choses appartenant au défendeur qui ont pu être saisies avant l'émission de l'avis d'infraction peuvent être adjugées à la Couronne. Cette possibilité ne s'applique toutefois que si le statut qui crée l'infraction prévoit une telle adjudication ou déchéance. Par exemple, les choses qui ont été utilisées au cours d'une chasse illicite et qui ont été saisies par le garde-chasse sont adjugées, par déchéance, à la Couronne, selon les dispositions de la *Loi sur la chasse et la pêche*.



## Porte de sortie: la révision d'une condamnation

Chacun de nous sait qu'à l'occasion quelque chose peut ne pas fonctionner convenablement dans la livraison, l'enregistrement ou le traitement des documents, quels qu'ils soient, y compris les documents légaux. C'est pourquoi la *Loi sur les infractions provinciales* prévoit une porte de sortie—un recours extraordinaire—pour réviser la procédure lorsque le défendeur n'a pas eu la possibilité de contester l'accusation en raison du fait qu'un avis ou qu'un document indispensable n'est pas parvenu à son adresse, ou inversement n'est pas arrivé au greffe de la Cour.

Dans un tel cas, le défendeur a le droit de comparaître devant un juge et d'expliquer pourquoi il n'a pas contesté l'accusation dont il est l'objet ou n'a pas comparu à l'audience. Mais il faut qu'il le fasse dans les 15 jours à dater du moment où il a appris qu'il avait été condamné. Si le juge est convaincu du bien-fondé de l'explication et que ce n'est pas de la faute du défendeur s'il n'a pas eu la possibilité de se défendre à un procès, le juge annulera la condamnation. Le juge remettra au défendeur un avis portant la date du procès ou, à cette même audience, entendra le plaidoyer de culpabilité accompagné cette fois des explications du défendeur, puis décidera si l'amende fixée doit être réduite, vu les circonstances.



La déclaration du défendeur est faite sous la foi du serment dans la forme prescrite. La loi prévoit qu'une amende pouvant s'élever jusqu'à \$1,000 peut être imposée en cas de fausse déclaration par écrit.

## Partie III La procédure

Comme indiqué antérieurement, la procédure de la Partie III de la *Loi sur les infractions provinciales* ressemble davantage à la procédure de condamnation sommaire et qui avait été adoptée antérieurement en s'inspirant du *Code criminel*. C'est pourquoi une telle procédure s'applique aux infractions d'une nature plus grave, et dont les pénalités sont proportionnellement plus sévères.

Cette procédure débute lorsqu'une personne quelconque, qu'elle soit un fonctionnaire chargé des infractions provinciales ou un simple citoyen, fournit, sous serment, une information à un juge. Si le juge estime que les allégations contenues dans cette information établissent qu'une infraction a été probablement commise, il émettra une sommation pour la personne accusée. À défaut, le juge a le droit d'émettre un mandat d'arrêt contre le défendeur si le statut l'y autorise et si le juge croit qu'une telle arrestation est nécessaire dans l'intérêt général. Il y a peu de statuts en Ontario qui autorisent l'arrestation d'une personne accusée, car les infractions provinciales ne sont pas graves, ordinairement.

Un fonctionnaire chargé des infractions provinciales a le droit de notifier une sommation avant de déposer son information, s'il est convaincu raisonnablement, que, selon toute probabilité, une infraction a été commise par une personne qu'il trouve sur les lieux de l'infraction. Cette disposition évite la difficulté et les frais d'essayer plus tard de trouver ladite personne pour lui notifier une sommation, lorsque le domicile ou les allées et venues de cette personne sont difficiles à établir, spécialement s'il ne s'agit pas d'un résident de la région où l'infraction a été commise.

Le fonctionnaire chargé des infractions provinciales doit notifier la sommation en la délivrant personnellement au défendeur ou, à défaut, en la laissant entre les mains d'une personne se trouvant au domicile du défendeur, et qui doit être apparemment âgée de 16 ans ou plus. Si la personne accusée n'est pas un résident de l'Ontario, la notification de la sommation peut lui être faite par lettre recommandée. S'il s'agit d'une corporation ou d'une compagnie, les méthodes de notification d'une sommation sont diverses.





La loi exige que l'accusation alléguée doit informer suffisamment le défendeur sur la nature de l'infraction qu'il est accusé d'avoir commise, de telle sorte qu'il puisse avoir la possibilité de présenter complètement sa défense et de bénéficier d'un procès en bonne et due forme.

La nouvelle loi ne permet pas que des accusations soient écartées en raison d'erreurs techniques mineures, comme cela se passait selon les procédures antérieures. Le défaut de se référer expressément à chaque mot d'une disposition statutaire ou l'omission de détails mineurs négligeables de l'infraction n'annulera pas la validité de l'accusation, à condition toutefois, que le défendeur ait une connaissance raisonnable de l'accusation faite contre lui. Le but de cette disposition est que le procès puisse avoir lieu sur la base des mérites de l'accusation et de la défense, et non de permettre que des objections d'ordre technique ou procédurier empêchent le déroulement normal de la justice.

# Le procès

## La Cour des infractions provinciales

Au moment même où la *Loi sur les infractions provinciales* était passée, le Parlement de l'Ontario amenda la *Loi sur les Cours provinciales* afin de créer une nouvelle Cour désignée sous le nom de Cour des infractions provinciales. Cette Cour a la compétence d'entendre et de juger presque tous les procès découlant d'infractions provinciales, (y compris ceux où le défendeur plaide coupable, mais avec circonstances atténuantes, selon la Partie I de la loi).



Les procès devant la Cour des infractions provinciales se dérouleront séparément de ceux attribués à la Cour provinciale (Division criminelle) devant laquelle les infractions provinciales côtoyaient souvent les procès pour crimes. Cette séparation, croit-on, ne manquera pas de créer une atmosphère moins procédurière et moins formelle que celle qui entoure les procès criminels. Cette séparation entre les procès pour infractions provinciales et les procès criminels se traduira généralement par la désignation de certaines salles d'audience en tant que Cours des infractions provinciales, ou par la convocation de la Cour des infractions provinciales à des heures et à des jours différents de la semaine dans la salle d'audience utilisée, à d'autres moments, pour juger des affaires criminelles.

L'expression "juge" utilisée dans cette loi signifie soit un juge de paix, soit un juge provincial. C'est un juge de paix qui préside ordinairement la Cour des infractions provinciales; il agit dans ce cas sous la supervision générale d'un juge de la Cour provinciale (Division criminelle). La Cour des infractions provinciales, dans la plupart des domaines, n'est présidée par un juge provincial que s'il s'agit de juger une infraction grave. Un certain nombre de dispositions de la *Loi sur les infractions provinciales*, et plus particulièrement les nouvelles procédures d'appel, ont pour but de renforcer la supervision des juges de paix par les juges provinciaux.

## Le pouvoir résiduel

Pour s'écarter encore de la rigueur de la procédure criminelle la *Loi sur les Cours provinciales* donne à la cour la compétence de prendre les mesures procédurales nécessaires lorsque le code contient une lacune ou n'a pas prévu une situation de fait toute nouvelle; cette disposition a pour but de faciliter l'exécution effective des lois et l'exercice des droits en éliminant un formalisme inutile.

Cette compétence toutefois est restreinte; son but est de donner à la Cour la compétence de prendre certaines mesures nécessaire en l'absence des dispositions procédurales statutaires expresses. Cette compétence donne de la souplesse aux amendements procéduraux; elle a aussi permis à la *Loi sur les infractions provinciales* d'être rédigée sans l'amoncellement de détails qui avait caractérisé le Code criminel. L'objectif de cette compétence résiduelle est d'assurer qu'une affaire, dès sa poursuite engagée devant une Cour, soit jugée en toute équité, sur ses mérites.

## Mépris de Cour

Les magistrats qui président la Cour provinciale détiennent certains pouvoirs de traiter le mépris de Cour commis en leur présence. La *Loi sur les*

*Cours provinciales* afin de contrôler et de réglementer leurs pouvoirs, établit une structure détaillée de leur exercice, comprenant entre autres un certain nombre de garanties. Le mépris de Cour continuera d'être utilisé avec la plus grande prudence, et seulement dans les cas extrêmes.

La Cour des infractions provinciales possède aussi le pouvoir de faire évacuer de la salle d'audience le défendeur ou une partie du public, s'il est nécessaire de le faire, pour protéger le maintien de l'ordre, pour protéger la réputation d'un mineur ou pour éliminer une influence qui pourrait affecter le témoignage d'un témoin.

## Amendements

Comme le but de la *Loi sur les infractions provinciales* est d'aider la Cour à déterminer les faits de chaque affaire, sans permettre que des formalités mineures mettent fin au procès, la loi octroie à la Cour la compétence assez large d'amender un certificat d'infraction ou une information, défectueux. Mais, de tels amendements ne peuvent être apportés qu'en audience publique devant la Cour lorsque le procureur et le défendeur ont eu la possibilité de comparaître au procès pour exprimer leur position. C'est pourquoi un amendement ne peut pas être effectué lorsqu'un défendeur plaide coupable avec circonstances atténuantes.

Pour décider d'effectuer ou non un amendement, la Cour doit prendre en considération les preuves produites au procès, les circonstances de l'affaire, la question de savoir si le défendeur a été induit en erreur ou a été lésé par la défectuosité du certificat d'infraction ou de l'information, et enfin, examiner si l'amendement proposé créerait une injustice. Lorsque la Cour effectue un amendement, elle a le droit d'ajourner l'affaire, si le défendeur le demande pour avoir suffisamment de temps pour préparer sa défense. La Cour peut aussi ordonner à l'accusation de fournir au défendeur tous les éléments nécessaires si ce dernier n'est pas à même de préparer sa défense de façon adéquate, en raison du fait que l'accusation ne contient pas assez de renseignements.

Pour limiter la compétence assez large de la Cour d'amender une accusation, la nouvelle loi prévoit que la Cour ne peut mettre à néant le certificat d'infraction ou l'information que si leur irrégularité est tellement fondamentale qu'un amendement de leurs éléments ne parviendrait pas à répondre aux nécessités d'une bonne justice.

## Avocats, mandataires et interprètes

Le défendeur a le droit de comparaître et d'agir à un procès ou dans n'importe quelle procédure, soit en personne, soit par un mandataire ou par



un avocat. Rien ne l'oblige à prendre un avocat quel que soit le stade de la procédure devant la Cour des infractions provinciales.

Bien qu'un défendeur ait le droit d'être représenté par un avocat ou par un mandataire, la Cour possède le pouvoir d'ordonner que le défendeur compareaisse personnellement et si besoin est, la Cour peut lui faire sommation de comparaître devant elle. Dans un tel cas, le défaut de comparaître personnellement sans excuse valable est sanctionné par une amende ne dépassant pas \$1,000, ou par l'emprisonnement pour 30 jours au plus, ou par les deux ensemble. Cette disposition s'applique également aux témoins qui ont reçu une citation à comparaître (sub-poena) et qui n'y obtempèrent pas.



Un interprète a le droit d'agir pour le défendeur à n'importe quelle phase de la procédure s'il est compétent et s'il y a été autorisé par un juge.

## Plaidoyer de culpabilité pour une autre infraction

La *Loi sur les infractions provinciales* permet à un défendeur de plaider coupable au cours d'un procès pour une infraction différente de celle dont il est accusé. À titre d'exemple, le défendeur a le droit de plaider non coupable lorsqu'il est accusé d'avoir conduit un véhicule automobile de façon imprudente, mais il peut reconnaître qu'en fait il a commis l'infraction différente d'avoir suivi un autre véhicule de trop près ou d'avoir effectué un virage interdit. Moyennant le consentement du procureur, et si la Cour juge que le plaidoyer de culpabilité pour l'infraction moins grave est étayé par les faits, le juge peut l'accepter et procéder au jugement de l'affaire sur la base des faits présentés.



## Défaut de comparution

Lorsque le défendeur ne comparaît pas au jour, à l'heure et au lieu prévus pour le procès, la Cour a le droit de poursuivre le procès et de juger l'affaire même en l'absence du défendeur. Dans ce cas, le défendeur ne peut pas être accusé de l'infraction ayant consisté en sa non-comparution à l'audience, sauf consentement du Procureur général ou de son mandataire. Le défendeur, condamné en son absence, sera avisé de sa condamnation et de la peine prononcées par un avis envoyé par le greffier de la Cour.

Lorsque le procureur ne comparaît pas à l'audience, la Cour peut rejeter l'accusation ou ajourner l'audience. Si le procureur ne comparaît pas non plus à l'audience fixée pour la reprise de l'affaire, la Cour a le droit de rejeter l'accusation. Dans ces deux cas, la Cour peut ordonner le paiement par l'informatrice de frais raisonnables en faveur du défendeur. Ces frais sont limités aux dépenses que le défendeur a raisonnablement encourues pour apporter ses témoins; ces frais sont aussi limités par un règlement.

# Jugement et recouvrement des amendes

## Une méthode souple

La *Loi sur les infractions provinciales* s'applique à éviter que des gens aillent en prison à cause de leur incapacité de payer une amende. Cette loi amende la situation antérieure qui permettait à un assez grand nombre de gens d'être emprisonnés pour non-paiement de l'amende qui leur avait été imposée pour infractions légères, alors qu'un très petit nombre de personnes étaient condamnées à l'emprisonnement, même si elles avaient commis des infractions provinciales plus graves. La loi reconnaît que l'amende est le principal moyen de convaincre ceux qui commettent des infractions provinciales de la désapprobation de la communauté. La loi établit également des méthodes efficaces de recouvrement des amendes prononcées.

La nouvelle loi reconnaît la grande variété des moyens financiers des défendeurs et les différences des circonstances qui les ont amenés à enfreindre la loi. C'est la raison pour laquelle les nouvelles procédures, plutôt que de traiter tous les délinquants uniformément, donnent le pouvoir à la Cour d'exercer sa discrétion dans le choix d'une ou de plusieurs méthodes de fixation de la peine et de mise à exécution du paiement de l'amende. La condamnation à une peine personnalisée ou prenant en considération la situation particulière de chaque défendeur va mieux aider à atteindre le but de la loi qui est de décourager un comportement illégal.

## Amendes

Lorsque le défendeur a été condamné, la Cour doit permettre au poursuivant et au défendeur de présenter leurs conclusions en ce qui concerne la peine à prononcer. La Cour, à sa discrétion, peut se renseigner sur la situation économique du défendeur, mais ce dernier n'est pas obligé de répondre s'il ne le désire pas. Toutefois, les renseignements donnés par le défendeur vont permettre au juge de fixer le montant de l'amende et le délai pendant lequel le défendeur devra la payer.

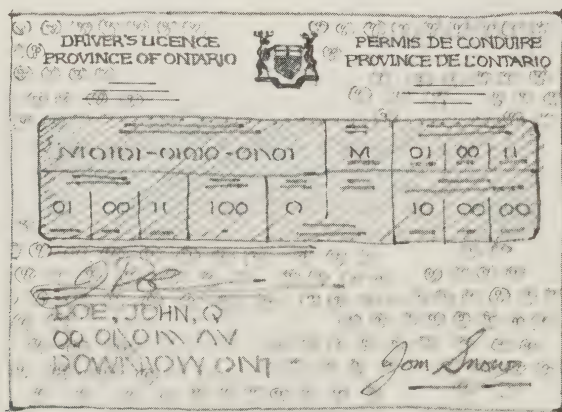
L'amende est due et payable dans les 15 jours qui suivent son prononcé. La Cour doit demander au défendeur s'il désire obtenir une prolongation du délai de paiement. Elle peut aussi s'enquérir sur le défendeur, et à moins que la requête du défendeur pour un délai de paiement ne soit faite de mauvaise foi, ou n'apparaisse que comme un moyen d'éviter le paiement, la Cour a l'obligation d'octroyer un délai de paiement, soit en ordonnant un paiement par acomptes ou d'autres modalités. Le défendeur a le droit en tout temps de demander une prolongation du délai de paiement en remplissant simplement la formule prescrite, au greffe de la Cour.

Une amende est considérée comme n'étant pas payée lorsqu'elle n'a pas été réglée dans sa totalité pendant 15 jours ou plus. Comme l'amende n'est due que 15 jours après son prononcé, le défendeur en fait a 30 jours pour la payer avant que commencent des procédures de recouvrement.

## Recouvrement de l'amende

Un juge va examiner toutes les amendes impayées, au greffe de la Cour, et, dans certaines circonstances, a l'obligation d'ordonner qu'un permis ou qu'une licence détenus par le défendeur soient suspendus ou ne soient pas renouvelés tant que l'amende n'aura pas été réglée. Le juge a l'obligation de ce faire si la loi qui autorise l'octroi d'un permis ou d'une licence autorise également sa suspension pour non-paiement d'une amende. Par exemple, un permis de conduire émis en vertu du *Code de la route* peut être suspendu si le conducteur ne paie pas une amende pour une violation dudit Code de la route ou n'a pas obtenu une prolongation du délai de paiement.

En outre, le juge peut ordonner au greffe de la Cour des infraction provinciale d'entamer une procédure civile en recouvrement de l'amende. Un certificat du montant de l'amende resté impayé sera enregistré auprès de la Cour civile compétente et aura l'effet d'un jugement ayant force exécutoire. La Cour civile peut même autoriser que des déductions soient faites sur le salaire du défendeur, ou peut ordonner qu'une partie de ce qui lui appartient soit saisie et vendue.



## Prison: le dernier recours

Dans certains cas, un juge peut décerner un mandat d'arrêt contre un défendeur défaillant, et le mettre en prison. Mais avant de ce faire, le juge doit



être convaincu que toutes les autres méthodes de recouvrement de l'amende qui s'imposaient raisonnablement selon les circonstances ont été tentées en vain, ou ne seraient pas vraisemblablement de nature à faire payer le défendeur. En outre, le juge doit donner au défendeur un préavis de 15 jours sur son intention de décerner un mandat d'arrêt, et doit donner audit défendeur la possibilité d'être entendu. Ainsi, un emprisonnement ne sera ordonné qu'à l'encontre d'un défendeur des plus obstinés et mal intentionnés, décidé de ne pas payer son amende. Lorsque le non-paiement d'une amende par une personne condamnée a été dû à des raisons médicales ou financières, une prolongation des délais de paiement sera octroyée et aucun mandat d'arrêt ne sera décerné.

La loi, reconnaissant que des cas exceptionnels se présenteront toujours devant les cours, autorise le juge chargé d'imposer une peine à ordonner qu'aucun délai de paiement ne pourra être accordé au-delà de la période automatique de 15 jours, et que le défendeur devra aller en prison si l'amende n'est pas payée lorsqu'elle est exigible. D'un autre côté, les circonstances peuvent être telles que l'on ne peut pas s'attendre à ce que le défendeur puisse jamais payer son amende, raisonnablement, même par acomptes. Il peut s'agir, à titre d'exemple, d'une personne âgée vivant d'un revenu très limité et qui a été condamnée à une amende pour une infraction au Code de la route, mais qui, depuis lors a vendu sa voiture et n'a plus jamais l'intention de conduire. Dans de telles circonstances, comme le juge chargé de la condamnation peut ordonner que même si l'amende n'était pas payée le défendeur ne pourra jamais être condamné à une peine d'emprisonnement, la suspension du permis de conduire est la seule sanction immédiate. La possibilité d'obtenir l'exécution par un jugement civil du paiement de l'amende protège la communauté contre un changement de situation financière du défendeur, mais une peine d'emprisonnement ne serait pas appliquée lorsqu'il n'y a aucune probabilité raisonnable que le défendeur puisse payer, ou puisse récidiver.

La *Loi sur les infractions provinciales* prévoit que lorsqu'un défendeur a été condamné à plus d'une peine d'emprisonnement en même temps, ces peines doivent être subies consécutivement, à moins que la Cour n'ait spécifiquement ordonné qu'elles le fussent concurremment. Cette disposition change la loi actuelle qui n'empêche pas des délinquants irresponsables d'annuler et d'économiser des centaines de dollars d'amende pour infractions au Code de la route en ne séjournant qu'une nuit dans une cellule de prison. Le but du changement susindiqué est d'encourager le paiement au lieu de permettre à ces personnes cyniques d'éviter un paiement en acceptant une incarcération qui, de plus, coûte cher au public.

## Autres options

En plus de ces procédures, la loi donne à la Cour la compétence restreinte, dans des circonstances exceptionnelles, d'imposer une amende qui peut être inférieure à l'amende minimum fixée dans le statut prévoyant l'infraction. La Cour a aussi le droit de suspendre la condamnation sans imposer de conditions. Mais cela ne peut se faire qu'en raison de "circonstances exceptionnelles telles que l'imposition de l'amende minimale serait indûment sévère ou, d'une autre manière, contraire aux intérêts de la justice." À titre d'exemple, on pourrait citer le cas d'un retraité vivant d'une modeste pension, incapable de payer une grosse amende et qui, de plus, a perdu son permis de conduire et sa voiture détruite dans un accident! En outre, le juge imposant l'amende peut également ordonner qu'aucun mandat d'arrêt ne soit jamais décerné pour non-paiement de l'amende prononcée.

Les dispositions de la présente loi sur la fixation des peines prévoient la création de programmes en vertu desquels les défendeurs peuvent payer leurs amendes au moyen de crédits pour travaux accomplis. Dans certaines régions où l'organisation administrative le permet, cette option autorise un défendeur peu solvable à travailler pour payer ses amendes en rendant des services d'une certaine valeur à la communauté, plutôt que d'aller en prison pour défaut de paiement de l'amende.

## Appels

### Introduction

"Une justice prompte est une bonne justice." Ces mots, écrits par Francis Bacon, un procureur général de l'Angleterre du 17<sup>e</sup> siècle, sont aussi vrais aujourd'hui qu'ils l'étaient lorsqu'il les écrivit il y a plus de trois siècles. Peu d'expériences sont aussi frustrantes que de se savoir innocent, lorsque l'on a été condamné en raison d'une erreur ou d'un malentendu de la part d'un fonctionnaire judiciaire. Il est donc essentiel, pour cette raison, qu'une organisation judiciaire équitable et pratique, prévoie une possibilité d'appel rapide et peu onéreux.

### Appels selon la Partie I

Lorsqu'une infraction a été jugée selon les procédures prévues à la Partie I, le défendeur ou le poursuivant ont le droit d'appeler d'un acquittement ou d'une condamnation ou d'une peine, y compris les dépens. Pour interjeter appel, il suffit de payer l'amende et de remplir et d'enregistrer la formule prescrite. L'avis d'appel doit être enregistré auprès du greffier de la Cour

(Division criminelle) du comté ou du district où la décision, dont appel, a été prise.

Un appel contre une procédure selon la Partie I sera entendu et jugé par un juge de la Cour provinciale (Division criminelle). L'appel se déroule sous la forme d'un réexamen. Cette procédure a pour but de permettre aux parties de comparaître sans mandataire juridique. L'audience est dépourvue de formalisme et a pour but de résoudre les injustices ressenties par l'une ou l'autre des parties. Le juge doit tout d'abord prendre des renseignements afin de clarifier les questions litigieuses, et pour éliminer tout malentendu de même que toute argutie insoutenable. Les questions litigieuses ayant été identifiées, le juge ensuite va écouter les débats enregistrés devant la Cour des infractions provinciales. En outre, il peut entendre des témoins, recevoir des rapports du juge qui avait présidé le procès antérieur et agir sur la base des déclarations de fait ayant fait l'objet d'un accord entre les parties. En appel, le juge a la compétence de confirmer, de révoquer ou de modifier la décision dont appel. En outre, s'il l'estime nécessaire à l'administration d'une bonne justice, le juge d'appel peut ordonner qu'un nouveau procès ait lieu.



Il est de l'intention du législateur que l'appel soit entendu le plus vite possible, raisonnablement, après la décision du juge de première instance. C'est aussi l'intention de la loi que la souplesse et le caractère pratique de cette nouvelle forme d'appel garantissent que les défendeurs seront traités avec équité, puisqu'il leur est permis d'obtenir un réexamen de la décision de la Cour des infractions provinciales d'une façon simple et peu onéreuse.

## Appels selon la Partie III

Lorsqu'une procédure a été commencée par une information en vertu de la Partie III, une partie peut faire appel contre une constatation relative à la capacité de conduire une défense en raison de troubles mentaux, de même que contre une condamnation, un acquittement ou la fixation de la peine. Lorsque le jugement de première instance est rendu par un juge de paix, l'appel sera entendu par un juge de la Cour provinciale (Division criminelle). Si le premier jugement a été rendu par un juge provincial, l'appel sera entendu par un juge de la Cour de comté. Cette procédure d'appel se déroule de la façon formelle traditionnelle plutôt que selon la procédure de réexamen de l'affaire d'une manière dépourvue de formalisme, comme c'est le cas pour les procédures de la Partie I, car la Partie III traite des infractions plus graves. Une partie peut se faire représenter par avocat ou par un mandataire devant la Cour provinciale, bien que la Cour de comté n'accepte pas les mandataires.

## Appels à la Cour d'appel

Un recours supplémentaire peut être fait auprès de la Cour d'appel, la plus haute Cour de l'Ontario, sur une question de Droit seulement, par opposition aux questions de fait. De plus, un appel peut être porté devant la Cour d'appel contre la peine imposée dans un procès découlant d'infractions plus graves. Dans tous les cas, il faut tout d'abord obtenir d'un juge de la Cour d'appel la permission de faire appel. L'appelant doit convaincre ledit juge que vu les circonstances particulières de l'affaire, la permission d'interjeter l'appel est essentielle à la sauvegarde de l'intérêt général ou à une bonne administration de la justice.



# **Loi de 1979 sur les infractions provinciales**

Statuts de l'Ontario, 1979  
Chapitre 4



## Loi de 1979 sur les infractions provinciales

### INTERPRÉTATION

#### 1 (1) Dans cette loi

Interprétation

“agent de police” désigne un chef de police ou un autre policier ou un gardien de la paix, mais ne comprend pas un citoyen assermenté comme tel ou un agent chargé de faire respecter les règlements administratifs;

“agent préposé aux infractions provinciales” désigne un agent de police ou une personne désignée aux termes du paragraphe (2);

“amende déterminée” désigne le montant de l’amende que le tribunal fixe pour une infraction aux fins des poursuites intentées aux termes de la Partie I ou de la Partie II;

“infraction” désigne une infraction aux termes d’une loi de l’Assemblée législative, d’un règlement ou d’un règlement administratif autorisé par une loi de l’Assemblée législative;

“juge de la Cour provinciale” désigne uniquement un juge de cette cour;

“juge” désigne un juge de la Cour provinciale ou un juge de paix;

“poursuivant” désigne le Procureur général ou, lorsque le Procureur général n’intervient pas, désigne la personne qui émet un procès-verbal ou dépose une dénonciation, ainsi que leur avocat ou celui qui les représente;

“prescrit” désigne ce qui est prescrit par les règles de pratique des cours des infractions provinciales;

“procès-verbal” désigne un procès-verbal d’infraction émis aux termes de la Partie I ou un procès-verbal de stationnement illégal émis aux termes de la Partie II;

“tribunal” désigne une cour des infractions provinciales ou si, aux termes de toute autre loi, l’infraction relève de la compétence d’une cour provinciale (division de la famille), désigne la Cour provinciale (division de la famille).

Désignation d’agents préposés aux infractions provinciales

(2) Un ministre de la Couronne peut désigner par écrit une personne ou un groupe de personnes qui agiront à titre d’agents préposés aux infractions provinciales pour ce qui est d’une catégorie quelconque d’infractions ou de toutes les catégories d’infractions. 1979, chap. 4, art. 1.

But de la loi

2 (1) Le but de cette loi est de remplacer la procédure suivie en matière de poursuites sommaires dans le cas d’infractions provinciales, y compris les dispositions adoptées en tenant compte du *Code criminel* (Canada), par une nouvelle procédure qui rend bien la distinction qui existe entre les infractions provinciales et les infractions qui relèvent du *Code criminel*.

S.R.C. 1970, chap. C-34

Interprétation

(2) Lorsque, pour mieux interpréter les dispositions de cette loi, il faut recourir à la pratique et à l’interprétation judiciaire des dispositions correspondantes du *Code criminel* (Canada), toute modification du libellé, qui n’en change pas la substance, ne doit pas, en soi, s’interpréter comme entraînant un changement de sens. 1979, chap. 4, art. 2.

## PARTIE I

### POURSUITE QUI DÉBUTE PAR UN PROCÈS-VERBAL D’INFRACTION

Procès-verbal

3 (1) Lorsqu’il s’agit d’une infraction, outre la procédure prévue à la Partie III pour intenter une poursuite au moyen d’une dénonciation, une poursuite peut être intentée en déposant au greffe du tribunal qui y est mentionné, un procès-verbal de l’infraction qui est alléguée.

Émission et signification du procès-verbal

(2) Un agent préposé aux infractions provinciales peut, s’il croit qu’une ou plusieurs personnes ont commis une infraction, émettre un procès-verbal d’infraction qu’il dresse et signe attestant que celle-ci a été commise et émettre, dans la forme prescrite à l’article 13,

a) un avis d’infraction indiquant l’amende déterminée dans ce cas; ou

b) une sommation.



(3) L'avis d'infraction ou la sommation doivent être signifiés personnellement au prévenu dans les trente jours de la date à laquelle l'infraction alléguée a été commise.

Signification

(4) Au moment de la signification d'un avis d'infraction ou d'une sommation, le prévenu doit être requis d'en signer le procès-verbal. Cependant, son défaut ou son refus de ce faire après en avoir été requis, n'a pas pour effet d'invalidier le procès-verbal d'infraction ou la signification de l'avis d'infraction, non plus que celle de la sommation. 1979, chap. 4, art. 2.

Signature

(5) Lorsque la signification est faite par l'agent préposé aux infractions provinciales qui a émis le procès-verbal d'infraction, il doit y attester la date et le fait qu'il a personnellement signifié au prévenu l'avis d'infraction ou la sommation.

Procès-verbal de signification

(6) Lorsque la signification est faite par une autre personne que l'agent préposé aux infractions provinciales qui a émis le procès-verbal d'infraction, elle doit attester dans une déclaration écrite sous serment, rédigée dans la forme prescrite, qu'elle a fait la signification.

Signification attestée par une déclaration écrite sous serment

(7) Un procès-verbal de signification d'un avis d'infraction ou d'une sommation qui est présenté comme étant signé par l'agent préposé aux infractions provinciales qui l'a émis, ou une déclaration écrite sous serment qui en atteste la signification aux termes du paragraphe (6), doivent être reçus en preuve et démontrent qu'il y a eu signification personnelle en l'absence de preuve contraire.

Procès-verbal reçu en preuve

(8) L'agent préposé aux infractions provinciales qui signifie un avis d'infraction ou une sommation aux termes de cet article, ne doit pas accepter un montant d'argent quel qu'il soit au sujet d'une amende, ni recevoir l'avis d'infraction pour le remettre au tribunal. 1979, chap. 4, art. 3.

L'agent ne doit pas agir à titre de mandataire

4 Un procès-verbal d'infraction doit être déposé au greffe du tribunal qui y est mentionné dès que la chose peut se faire après la signification de l'avis d'infraction ou de la sommation. 1979, chap. 4, art. 4.

Dépôt du procès-verbal d'infraction

5 (1) Lorsqu'un avis d'infraction est signifié à un défendeur, il peut, en signant le plaidoyer de non- culpabilité contenu dans l'avis d'infraction, nier sa culpabilité et indiquer, dans la forme prescrite à l'avis, qu'il désire comparaître au procès ou y être représenté. Il doit remettre l'avis d'infraction au greffe du tribunal qui y est désigné.

Contestation suivie d'un procès

(2) Lorsqu'un avis d'infraction est reçu aux termes du paragraphe (1), le greffier du tribunal doit, dès que la chose est pos-

Avis de procès

sible, aviser le défendeur et le poursuivant de l'heure, de la date et du lieu du procès. 1979, chap. 4, art. 5.

Contestation sans  
comparution

6 (1) Lorsqu'un défendeur, dont l'adresse indiquée au procès-verbal d'infraction se trouve à un endroit qui ne relève pas de la compétence territoriale du tribunal qui y est mentionné, se voit signifier un avis d'infraction, et qu'il désire contester l'accusation, mais ne souhaite pas comparaître au procès ou y être représenté, il peut le faire en déclarant son intention sur l'avis d'infraction et en le remettant au greffe du tribunal désigné à l'avis. Il doit joindre à sa contestation un plaidoyer écrit qui expose de façon raisonnablement détaillée son désaccord et tous les faits sur lesquels il se fonde.

Façon de décider  
de l'affaire

(2) Lorsqu'un avis d'infraction est remis aux termes du paragraphe (1), un juge doit, en l'absence du défendeur étudier l'affaire et,

- a) lorsqu'elle soulève un point qui peut servir de défense, ordonner une audience, ou
- b) lorsqu'elle ne soulève pas un point qui peut servir de défense, reconnaître la culpabilité du défendeur et imposer l'amende déterminée.

Audience

(3) Lorsque le juge ordonne la tenue d'une audience aux termes du paragraphe (2), le tribunal doit tenir cette audience et doit, en l'absence du défendeur examiner la preuve à la lumière des points que soulève le plaidoyer. Le tribunal acquitte le défendeur ou reconnaît sa culpabilité et, dans ce dernier cas, impose l'amende déterminée ou toute amende moindre permise par la loi.

Champ d'application

(4) Cet article s'applique dans une ou plusieurs parties de l'Ontario de la façon prévue aux règlements. 1979, chap. 4, art. 6.

Plaidoyer de culpabilité accompagné d'observations

7 (1) Lorsqu'un avis d'infraction est signifié à un défendeur qui ne désire pas contester l'accusation, mais souhaite faire des observations sur l'amende, y compris demander la prolongation du délai de paiement, il peut, pour ce faire, se présenter, à l'heure, à la date et au lieu mentionnés à l'avis, devant un juge siégeant au tribunal pour reconnaître sa culpabilité et y présenter ses observations. Le juge peut reconnaître la culpabilité et imposer l'amende déterminée ou toute amende moindre permise par la loi.

Observations sous  
serment

(2) Le juge peut exiger que les observations mentionnées au paragraphe (1) soient faites sous serment oral ou écrit. 1979, chap. 4, art. 7.

**8 (1)** Lorsqu'un avis d'infraction lui est signifié, le défendeur qui ne désire pas contester l'accusation peut signer le plaidoyer de culpabilité qui apparaît à l'avis. Il le remet au greffe du tribunal désigné et l'accompagne du paiement de l'amende déterminée.

Paiement au greffe

**(2)** Lorsqu'un paiement est accepté au greffe du tribunal aux termes du paragraphe (1), la culpabilité est reconnue même si le plaidoyer n'est pas signé. La mention du paiement au procès-verbal d'infraction tient lieu de reconnaissance de culpabilité et d'imposition d'une amende au montant déterminé pour l'infraction. 1979, chap. 4, art. 8.

Condamnation

**9** Lorsqu'une période d'au moins quinze jours s'est écoulée depuis la signification au défendeur de l'avis d'infraction, il doit être tenu pour ne pas vouloir contester l'accusation s'il n'a pas remis son avis d'infraction conformément aux dispositions des articles 6 ou 8, et si son plaidoyer de culpabilité n'a pas été accepté aux termes de l'article 7. Le juge doit examiner le procès-verbal d'infraction et,

Défaut de répondre à l'avis d'infraction

- a) lorsqu'à sa face même, celui-ci est complet et régulier, il doit, en l'absence du défendeur, reconnaître sa culpabilité et, sans tenir d'audience, imposer l'amende déterminée pour l'infraction; ou
- b) lorsqu'à sa face même, celui-ci n'est pas complet et n'est pas régulier, il doit rejeter cette procédure. 1979, chap. 4, art. 9.

**10** Une signature apposée au plaidoyer de culpabilité ou de non-culpabilité contenu dans l'avis d'infraction qui est présentée comme étant celle du défendeur, constitue une preuve à première vue de sa signature. 1979, chap. 4, art. 10.

Signature apposée au plaidoyer

**11 (1)** Lorsque, sans aucune faute de la part du défendeur un avis ou un document qui lui est nécessaire ne lui a pas été remis, ne lui donnant pas l'occasion de contester l'accusation, de comparaître ou d'être représenté à une audience et, lorsque pas plus de quinze jours se sont écoulés depuis qu'il a pris connaissance pour la première fois de sa condamnation, il peut se rendre au greffe du tribunal durant les heures normales de bureau et comparaître devant un juge. Le juge qui s'est assuré de l'existence de tels faits sous la foi d'une déclaration écrite sous serment rédigée dans la forme prescrite, doit annuler la condamnation, s'il y en a une, et donner à la personne qui comparaît devant lui un avis de procès aux termes de l'article 5, ou observer la procédure prévue à l'article 7.

Réouverture de l'enquête pour défaut d'avis

(2) Le juge qui annule une condamnation aux termes du paragraphe (1), doit remettre au défendeur un certificat d'annulation rédigé dans la forme prescrite. 1979, chap. 4, art. 11.

Peine

**12** (1) Lorsque la peine prévue pour une infraction comporte une amende de plus de 300 dollars ou un emprisonnement, et que des poursuites sont intentées aux termes de cette Partie, la disposition relative à l'amende ou à l'emprisonnement ne s'applique pas. L'infraction est alors punissable d'une amende qui n'est pas plus élevée que le moindre des deux montants suivants: 300 dollars ou le montant maximum prescrit pour l'infraction.

(2) Lorsque, à la suite d'une poursuite qui débute par un avis d'infraction, une personne est reconnue coupable,

a) une disposition contenue dans toute autre loi ou qui est établie sous son autorité prévoyant qu'une chose soit faite ou qu'un résultat soit obtenu à la suite d'une condamnation pour une infraction ne s'y applique pas, sauf

(i) aux fins de mettre à exécution la peine imposée,

(ii) aux fins d'enregistrer et de prouver la condamnation,

(iii) aux fins du système de points de démerite aux termes du *Code de la route*, et

(iv) aux fins de l'article 27 du *Code de la route*; et

b) toute chose saisie après la signification de l'avis d'infraction et qui se rapporte à cette infraction n'est pas sujette à déchéance. 1979, chap. 4, art. 12.

Règlements

**13** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlements,

a) prescrire le formulaire des procès-verbaux d'infraction, des avis d'infraction et des sommations ainsi que tous les autres formulaires qui sont jugés nécessaires aux termes de cette Partie;

b) autoriser l'usage, dans un formulaire prescrit aux termes de l'alinéa a), de tout mot ou toute expression pour désigner une infraction;

c) voir à tout ce qui est jugé nécessaire pour pourvoir à l'usage des formulaires aux termes de cette Partie.



(2) L'usage, dans un formulaire prescrit aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (1), de tout mot ou toute expression autorisés par les règlements pour désigner une infraction, suffit dans tous les cas pour décrire l'infraction ainsi désignée.

Suffisance de la  
forme abrégée

(3) Lorsque les règlements n'autorisent pas l'usage, dans un formulaire prescrit aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (1), d'un mot ou d'une expression pour décrire une infraction, celle-ci peut être décrite conformément à l'article 26. 1979, chap. 4, art. 13.

Idem

## PARTIE II

### DÉBUT DES POURSUITES À LA SUITE D'UN STATIONNEMENT ILLÉGAL

**14** Dans cette Partie, "stationnement illégal" désigne tout stationnement contraire à la loi, toute immobilisation ou tout arrêt d'un véhicule de nature à constituer une infraction. 1979, chap. 4, art. 14.

Interprétation

**15** (1) Sous réserve du paragraphe (2), cette Partie ne s'applique pas aux stationnements illégaux commis à l'encontre des règlements municipaux, avant l'écoulement d'une période de deux ans après la date d'entrée en vigueur de cette Partie.

Entrée en vigueur  
pour les infrac-  
tions à l'encontre  
de règlements mu-  
nicipaux

(2) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil d'une municipalité, y compris d'une municipalité régionale, de district ou métropolitaine, peut, par règlement municipal déclarer que cette Partie s'applique aux stationnements illégaux commis à l'encontre des règlements de cette municipalité, à une date antérieure à celle déterminée au paragraphe (1). 1979, chap. 4, art. 15.

Idem

**16** (1) Lorsqu'il s'agit d'un stationnement illégal, outre la procédure prévue à la partie III pour intenter une poursuite au moyen d'une dénonciation, une poursuite peut être intentée en déposant au greffe du tribunal qui y est mentionné, un procès-verbal du stationnement illégal dans les trente jours de l'infraction alléguée.

Procès-verbal de  
stationnement il-  
légal et avis

(2) Un agent préposé aux infractions provinciales qui, en se fondant sur sa connaissance personnelle des faits, croit qu'une ou plusieurs personnes ont stationné illégalement, peut émettre, en les remplissant dans la forme prescrite à l'article 21 et en les signant,

Émission du pro-  
cès-verbal et avis

- a) un procès-verbal de stationnement illégal qui atteste le fait que cette infraction a été commise; et
- b) un avis de stationnement illégal indiquant l'amende déterminée dans ce cas.

Signification de l'avis au propriétaire

(3) L'agent préposé aux infractions provinciales qui émet l'avis de stationnement illégal, peut le signifier au propriétaire du véhicule qui est identifié dans l'avis, en l'apposant à un endroit bien en évidence sur le véhicule au moment de l'infraction alléguée, ou en le remettant en main propre à la personne qui a la garde et le contrôle du véhicule à ce moment-là. 1979, chap. 4, art. 16.

Contestation suivie d'un procès

**17** (1) Lorsqu'un avis de stationnement illégal est signifié à un défendeur, il peut, en signant le plaidoyer de non-culpabilité contenu dans l'avis, nier sa culpabilité et indiquer, en la forme prescrite à l'avis, qu'il désire comparaître au procès ou y être représenté et remettre l'avis d'infraction à l'endroit qui est précisé dans celui-ci.

Avis de procès

(2) Lorsqu'un avis de stationnement illégal est reçu aux termes du paragraphe (1), le greffier du tribunal doit, dès que la chose est possible, aviser le défendeur et le poursuivant de l'heure, de la date et du lieu du procès. 1979, chap. 4, art. 17.

Paiement hors cour

**18** Lorsque le défendeur ne désire pas contester l'accusation, il peut remettre l'avis et le paiement de l'amende déterminée à l'endroit qui y est désigné. 1979, chap. 4, art. 18.

Défaut de répondre à un avis de stationnement illégal

**19** (1) Lorsqu'une période d'au moins quinze jours s'est écoulée depuis la signification au défendeur de l'avis de stationnement illégal, il doit être tenu pour ne pas vouloir contester l'accusation s'il n'a pas remis son avis de stationnement illégal conformément aux dispositions du paragraphe (1) de l'article 17. Le juge doit examiner le procès-verbal de stationnement illégal, reconnaître la culpabilité du défendeur en son absence et imposer l'amende déterminée pour l'infraction s'il s'est assuré

- a) qu'à sa face même, le procès-verbal est complet et régulier;
- b) que le défendeur est le propriétaire du véhicule et, qu'à ce titre, il est responsable de l'infraction; et
- c) que le paiement n'a pas été fait aux termes de l'article 18.

Rejet de la procédure

(2) Lorsque le juge ne peut pas prononcer la condamnation aux termes du paragraphe (1), il doit rejeter la procédure.

(3) Le greffier du tribunal doit remettre à la personne contre laquelle est prononcée une condamnation aux termes du paragraphe (1), un avis mentionnant l'heure, la date et le lieu de l'infraction et la date de la condamnation ainsi que le montant de l'amende. Le paiement de l'amende ou de n'importe quelle partie de l'amende qui n'a pas été effectué dans les quinze jours de la date à laquelle l'avis a été donné doit être tenu pour être en défaut. 1979, chap. 4, art. 19.

Avis d'amende

**20** Lorsque, sans aucune faute de la part du défendeur, un avis ou un document qui lui est nécessaire ne lui a pas été remis, ne lui donnant pas l'occasion de contester l'accusation, de comparaître ou d'être représenté à une audience et, lorsque pas plus de quinze jours se sont écoulés depuis qu'il a pris connaissance pour la première fois de sa condamnation, il peut se rendre au greffe du tribunal durant les heures normales de bureau et comparaître devant un juge. Le juge qui s'est assuré de l'existence de tels faits sous la foi d'une déclaration écrite sous serment rédigée dans la forme prescrite, doit annuler la condamnation, s'il y en a une, et donner à la personne qui comparaît devant lui un avis de procès aux termes du paragraphe (2) de l'article 17 ou accepter un plaidoyer de culpabilité en vertu de l'article 18. 1979, chap. 4, art. 20.

Réouverture de l'enquête pour défaut d'avis

**21** (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlements,

Règlements

- a) prescrire le formulaire des procès-verbaux et des avis de stationnement illégal, ainsi que tous les autres formulaires qui sont jugés nécessaires aux termes de cette Partie;
- b) autoriser l'usage, dans un formulaire prescrit aux termes de l'alinéa a), de tout mot ou toute expression pour désigner un stationnement illégal;
- c) voir à tout ce qui est jugé nécessaire pour pourvoir à l'usage des formulaires aux termes de cette Partie.

(2) L'usage, dans un formulaire prescrit aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (1), de tout mot ou toute expression autorisés par les règlements pour désigner un stationnement illégal, suffit dans tous les cas pour décrire l'infraction ainsi désignée.

Suffisance de la forme abrégée

(3) Lorsque les règlements n'autorisent pas l'usage, dans un formulaire prescrit aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (1), d'un mot ou d'une expression pour décrire un stationnement illégal, celui-ci peut être décrit conformément à l'article 26. 1979, chap. 4, art. 21.

Idem

## PARTIE III

### POURSUITE QUI DÉBUTE PAR UNE DÉNONCIATION

Début de la poursuite par une dénonciation

**22** (1) Lorsqu'il s'agit d'une infraction, outre la procédure prévue à la Partie I et à la Partie II pour intenter une poursuite au moyen du dépôt d'un procès-verbal, une poursuite peut être intentée au moyen d'une dénonciation.

Exception

(2) Lorsqu'une sommation ou un avis d'infraction ont été signifiés aux termes de la Partie I, nulle poursuite ne doit être intentée en vertu du paragraphe (1) pour la même infraction, sauf si le Procureur général ou son mandataire y consentent. 1979, chap. 4, art. 22.

Sommation avant dénonciation

**23** Lorsqu'un agent préposé aux infractions provinciales a des motifs raisonnables et plausibles de croire qu'une infraction a été commise par une personne qu'il trouve sur les lieux ou près de l'endroit où l'infraction a été commise, il peut, avant de faire la dénonciation, lui signifier une sommation rédigée dans la forme prescrite. 1979, chap. 4, art. 23.

Dénonciation

**24** (1) Toute personne qui a des motifs raisonnables et plausibles de croire qu'une ou plusieurs personnes ont commis une infraction peut faire sous serment devant un juge une dénonciation en la forme prescrite faisant part de l'infraction qui est alléguée et ce dernier doit accepter la dénonciation.

Idem

(2) Une dénonciation peut être faite partout en Ontario. 1979, chap. 4, art. 24.

Procédure à la suite d'une dénonciation

**25** (1) Un juge saisi d'une dénonciation faite aux termes de l'article 24 doit l'examiner et, s'il estime souhaitable de le faire, doit entendre et examiner *ex parte* les allégations du dénonciateur et les dépositions des témoins et,

- a) lorsqu'il estime qu'il y a lieu de poursuivre l'affaire,
  - (i) confirmer la sommation signifiée aux termes de l'article 23, s'il y en a une,
  - (ii) décerner une sommation dans la forme prescrite, ou
  - (iii) décerner un mandat pour l'arrestation du défendeur, lorsque la chose est autorisée par la loi et lorsque les allégations du dénonciateur ou la preuve faite lui donne l'assurance que pour des motifs raisonnables et plausibles il est nécessaire dans l'intérêt du public d'agir ainsi;



b) lorsqu'il estime qu'il n'y a pas lieu de poursuivre l'affaire,

(i) le mentionner en marge de la dénonciation, et

(ii) annuler la sommation, lorsque celle-ci a été signifiée aux termes de l'article 23, et en faire aviser le défendeur.

(2) Un juge ne doit pas signer une sommation ou un mandat en blanc. 1979, chap. 4, art. 26.

Sommation ou mandat en blanc

**26** (1) Lorsqu'une dénonciation comprend plusieurs infractions, chacune d'elles doit faire l'objet d'un chef d'accusation distinct.

Chef d'accusation

(2) Chaque chef d'accusation contenu dans une dénonciation doit en général s'appliquer à une seule affaire. Il doit contenir, et il suffit qu'il contienne en substance, une déclaration à l'effet que le défendeur a commis l'infraction qui y est spécifiée.

Infraction alléguée

(3) Lorsqu'une infraction est identifiée dans un chef d'accusation, mais que celui-ci omet de mentionner un ou plusieurs des éléments essentiels de l'infraction, une référence à la disposition qui crée ou définit l'infraction doit être tenue pour inclure tous ces éléments.

Référence à une disposition statutaire

(4) La déclaration mentionnée au paragraphe (2) peut être faite,

Idem

a) en langage populaire, sans expressions techniques ou allégations de choses qu'il n'est pas essentiel de prouver;

b) dans les termes de la disposition législative qui décrit l'infraction; ou

c) en des termes suffisants pour faire connaître au défendeur l'infraction dont on l'accuse.

(5) Il est possible de réunir dans une seule dénonciation plusieurs chefs d'accusation qui portent sur un nombre égal d'infractions.

Plus d'un chef d'accusation

(6) Un chef d'accusation doit contenir à l'égard des circonstances de l'infraction alléguée, des détails suffisants pour renseigner raisonnablement le défendeur sur l'acte ou l'omission à prouver contre lui, et pour identifier l'affaire mentionnée.

Détails du chef d'accusation

(7) Nul chef d'accusation contenu dans une dénonciation n'est jugé insuffisant faute de détails, lorsque, de l'avis du tribunal, il est, sous les autres rapports, conforme aux dispositions de cet article et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, nul chef d'accusation dans une dénonciation n'est insuffisant du seul fait qu'il

- a) ne nomme pas la personne lésée par l'infraction ou que l'on voulait ou tentait de léser;
- b) ne nomme pas la personne qui est propriétaire d'un bien mentionné dans le chef d'accusation, ou qui a un droit spécial de propriété ou un intérêt particulier dans ce bien;
- c) impute une intention à l'égard d'une autre personne, sans toutefois nommer ou décrire cette personne;
- d) ne précise aucun écrit faisant l'objet de l'accusation;
- e) ne précise pas les mots employés, lorsque ceux que l'on prétend avoir été allégués font l'objet de l'accusation;
- f) ne spécifie pas par quel moyen l'infraction est alléguée avoir été commise;
- g) ne nomme pas ni ne décrit avec précision une personne, un endroit ou une chose quelconque; ou
- h) ne déclare pas, dans le cas où le consentement d'une personne, d'un fonctionnaire ou des autorités est requis avant qu'une poursuite puisse être intentée pour une infraction, que ce consentement a été obtenu.

Idem

(8) Un chef d'accusation n'est pas inadmissible du seul fait qu'il

- a) impute sous la forme d'une alternative diverses choses, actions ou omissions énoncées sous cette forme dans une disposition législative qui désigne comme étant une infraction, les choses, actions ou omissions alléguées dans le chef d'accusation; ou
- b) se rapporte à deux choses ou plus.

Il n'est pas requis  
de nier une excep-  
tion, etc.

(9) Il n'est pas requis qu'une exception, exemption, réserve, excuse ou restriction prescrite par la loi, soit précisée ou niée, selon le cas, dans une dénonciation. 1979, chap. 4, art. 26.

**27 (1)** Une sommation décernée aux termes des articles 23 ou 25 doit Sommation

- a) être adressée au défendeur;
- b) énoncer brièvement l'infraction dont le défendeur est accusé; et
- c) enjoindre au défendeur d'être présent au tribunal à l'heure, à la date et au lieu indiqués et d'être présent par la suite, quand le tribunal le requiert, afin que son cas soit décidé selon la loi.

(2) Une sommation doit être signifiée par un agent préposé aux infractions provinciales, qui la remet en main propre à la personne à qui elle est adressée. Si celle-ci ne peut pas aisément être localisée, la sommation est laissée à sa dernière adresse connue ou à l'endroit où il loge ordinairement, entre les mains d'une personne qui y habite et qui semble être âgée d'au moins seize ans. Signification

(3) Par dérogation au paragraphe (2), lorsqu'une sommation est adressée à une personne qui ne réside pas en Ontario, elle doit être tenue pour avoir été dûment signifiée, sept jours après qu'elle lui a été envoyée par courrier recommandé à sa dernière adresse connue ou à l'endroit où il loge ordinairement. Signification hors de l'Ontario

(4) Une signification peut être faite à une corporation en remettant personnellement la sommation, Signification à une corporation

- a) dans le cas d'une corporation municipale, au maire, au préfet, au président du conseil municipal ou à tout autre chef de la corporation ou au greffier; ou
- b) dans le cas de toute autre corporation, au gérant, au secrétaire ou tout autre directeur administratif de la corporation, ou à la personne qui semble être le responsable d'une succursale de celle-là.

Elle peut aussi être faite en postant la sommation, par courrier recommandé, à une adresse que la corporation déclare être sienne. Dans ce cas la sommation doit être tenue pour avoir été dûment signifiée sept jours après la date de la mise à la poste.

(5) Un juge peut, sur demande et lorsqu'il s'est assuré que la signification ne peut pas être faite efficacement à une corporation de la manière prévue au paragraphe (4), autoriser, par voie d'ordonnance, l'utilisation d'une autre méthode de signification qui a une chance raisonnable de porter la sommation à l'attention de la corporation. Signification par une autre méthode

Preuve de la signification

(6) La signification d'une sommation peut être prouvée par une déposition orale ou écrite faite sous serment par la personne qui a signifié la sommation. 1979, chap. 4, art. 27.

Contenu du mandat

**28** (1) Un mandat décerné aux termes de l'article 25 doit

- a) nommer ou décrire le défendeur;
- b) énoncer brièvement l'infraction dont le défendeur est accusé; et
- c) ordonner l'arrestation immédiate du défendeur et sa comparution devant un juge pour que son cas soit décidé selon la loi.

Idem

(2) Un mandat décerné aux termes de l'article 25, demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit exécuté. Il n'est pas nécessaire d'en fixer le retour à une date particulière. 1979, chap. 4, art. 28.

## PARTIE IV

### PROCÈS ET IMPOSITION DE LA PEINE

#### *Procès*

Champ d'application de cette Partie

**29** Cette Partie s'applique aux poursuites intentées aux termes de cette loi. 1979, chap. 4, art. 29.

Compétence du tribunal

**30** (1) Sous réserve du paragraphe (2), une procédure relative à une infraction doit être entendue et jugée par la cour des infractions provinciales qui exerce sa compétence sur le territoire dans lequel l'infraction a été commise.

Idem

(2) Une procédure relative à une infraction peut être entendue et jugée par la cour des infractions provinciales qui exerce sa compétence sur le territoire adjacent à celui dans lequel l'infraction a été commise, si

- a) le tribunal siège à une distance raisonnable du lieu où l'infraction a été commise; et
- b) le tribunal auquel réfère l'alinéa a), ainsi que l'endroit où il siège, sont désignés dans la sommation ou dans l'avis d'infraction.



(3) Lorsqu'une procédure est engagée devant un tribunal autre que celui mentionné aux paragraphes (1) ou (2), le tribunal doit en ordonner le renvoi devant le tribunal compétent et peut, lorsque le défendeur comparaît, accorder les dépens aux termes de l'article 61.

Renvoi devant le tribunal compétent

(4) Le tribunal mentionné dans la dénonciation ou dans le procès-verbal peut, à la demande du défendeur ou du poursuivant, ordonner le renvoi de la procédure devant un autre tribunal de l'Ontario lorsqu'il appert au tribunal

Renvoi devant un autre tribunal

a) que dans l'intérêt de la justice, il serait approprié de le faire; ou

b) que le défendeur et le poursuivant y consentent.

(5) Le tribunal peut, lorsque le poursuivant fait une demande aux termes des paragraphes (3) ou (4), prescrire, par ordonnance, les conditions qu'il juge bonnes pour ce qui est du paiement des dépenses additionnelles que le renvoi de la cause devant un autre tribunal occasionne au défendeur.

Conditions

(6) Une ordonnance aux termes des paragraphes (3) ou (4) peut être émise en dépit du fait qu'un jugement a été rendu sur une requête préalable au procès ou que le plaidoyer a été accepté. Ceci peut être fait en tout temps avant que la preuve ait été entendue.

Moment où l'ordonnance de renvoi devant un autre tribunal peut être émise

(7) Le tribunal saisi d'un renvoi aux termes de cet article peut recevoir et juger toute requête préalable au procès en dépit du fait que la même cause a été jugée par le tribunal de qui elle provient.

Requêtes préliminaires

(8) Lorsqu'une ordonnance est rendue aux termes des paragraphes (3) ou (4), le greffier du tribunal devant lequel le procès devait se tenir doit, avant l'émission de l'ordonnance, remettre sans délai au greffier du tribunal devant lequel le procès doit désormais se tenir, toute pièce qu'il a en sa possession et qui a trait à la procédure en cours. L'instance doit être instruite devant ce dernier tribunal ou, dans le cas où elle est déjà commencée, elle doit s'y poursuivre. 1979, chap. 4, art. 30.

Remise des documents

**31** (1) Le juge qui préside le procès au moment où l'audition de la preuve débute, doit présider tout le procès.

Juge qui préside le procès

(2) Lorsque la preuve a été entendue au procès et que le juge qui le préside meurt avant de rendre son jugement ou devient, à son avis ou de l'avis du juge en chef des cours des infractions provinciales, incapable de continuer à siéger pour une raison

Lorsque le juge qui préside est incapable d'agir avant le jugement

quelconque, un autre juge doit recommencer l'audience comme s'il s'agissait d'un nouveau procès.

Lorsque le juge qui préside est incapable d'agir après avoir rendu le jugement

(3) Lorsque la preuve a été entendue au procès et que le juge qui le préside meurt après avoir rendu son jugement, mais avant l'émission de son ordonnance ou l'imposition de la peine, ou devient, à son avis ou de l'avis du juge en chef des cours des infractions provinciales, incapable de continuer à siéger pour une raison quelconque, un autre juge peut émettre l'ordonnance ou imposer la peine autorisée par la loi.

Accord pour remplacer le juge qui préside

(4) Un juge qui préside à un procès peut, à tout moment au cours du procès et avec le consentement du poursuivant et du défendeur, rendre une ordonnance à l'effet que le procès soit instruit par un autre juge et, une fois l'ordonnance rendue, le paragraphe (2) s'applique comme si le premier de ces deux juges était incapable d'agir. 1979, chap. 4, art. 31.

Maintien de la compétence

**32** Le tribunal conserve sa compétence pour ce qui est de la dénonciation ou du procès-verbal, malgré son défaut de l'exercer à n'importe quel moment donné ou en dépit du fait que les dispositions de cette loi concernant les ajournements n'ont pas été observées. 1979, chap. 4, art. 32.

Suspension de la procédure

**33** (1) Outre leur droit de retirer une accusation, le Procureur général ou son mandataire peuvent, à tout moment avant le jugement, suspendre toute procédure que ce soit, en donnant des directives devant la cour au greffier du tribunal qui instruit l'instance. À ce moment, tout engagement qui se rapporte à la procédure est annulé.

Reprise de la procédure

(2) Une procédure suspendue aux termes du paragraphe (1) peut être reprise à la suite des directives du Procureur général, du Procureur général adjoint ou d'un procureur de la Couronne, données au greffier du tribunal devant lequel la procédure a été suspendue. Cependant, celle-ci ne doit pas être reprise après l'expiration de la moins longue des deux périodes suivantes:

- a) celle qui se termine un an après la suspension; ou
- b) celle qui se termine à l'échéance du délai de prescription applicable, qui doit être calculée comme si cette procédure n'avait pas été engagée avant la date à laquelle elle a été reprise. 1979, chap. 4, art. 33.

Division des chefs d'accusation

**34** (1) Un défendeur peut, à toute étape de la procédure, en se fondant sur le fait que, tel que rédigé il porte préjudice à sa défense, demander au tribunal de modifier ou de diviser un chef d'accusation qui

a) impute sous la forme d'une alternative diverses choses, actions ou omissions énoncées sous cette forme dans la disposition législative qui les crée ou les désigne comme étant une infraction; ou

b) se rapporte à deux choses ou plus.

(2) À la suite d'une demande faite aux termes du paragraphe (1), lorsqu'il s'est assuré que les fins de la justice l'exigent, le tribunal peut ordonner qu'un chef d'accusation soit modifié ou divisé en deux ou plusieurs chefs et dès lors, le libellé du début dans la forme requise peut être inséré avant chacun des chefs d'accusation qui sont énoncés séparément. 1979, chap. 4, art. 34. Idem

**35** (1) Le tribunal peut, à toute étape de la procédure, modifier, selon qu'il peut être nécessaire, la dénonciation ou le procès-verbal, s'il appert que ceux-ci Modification de la dénonciation ou du procès-verbal

a) n'exposent pas ou exposent de façon imparfaite toute chose qui est requise pour qu'une personne soit accusée de l'infraction;

b) ne nient pas une exception qui devrait être niée; ou

c) sont, sous quelque rapport, imparfaits quant à la substance ou à la forme.

(2) Le tribunal peut, durant le procès, modifier, selon qu'il est nécessaire, la dénonciation ou le procès-verbal, si la preuve recueillie au cours du procès révèle ce qui doit être allégué dans la modification proposée. Idem

(3) Une divergence entre la dénonciation ou le procès-verbal et la preuve recueillie au procès n'est pas pertinente en ce qui a trait à Divergences entre l'accusation et la preuve

a) l'heure et la date où l'infraction alléguée a été commise, s'il est établi que la dénonciation a été déposée ou que le procès-verbal a été émis dans le délai prévu en matière de prescription; ou

b) l'endroit où ce qui fait l'objet des poursuites est allégué avoir pris naissance, sauf dans le cas où la compétence du tribunal serait contestée.

(4) Lorsqu'il se demande si une modification devrait être apportée, le tribunal doit examiner Ce qu'il faut considérer en matière de modification

a) la preuve recueillie au procès, s'il y en a une;

b) les circonstances de l'affaire;

c) si le défendeur a été induit en erreur ou a subi un préjudice dans la présentation de sa défense du fait d'une divergence, d'une erreur ou d'une omission; et

d) si, eu égard au bien-fondé de la cause, la modification proposée peut être faite sans qu'une injustice en découle.

Modification,  
question de droit

(5) La question de savoir si une ordonnance modifiant une dénonciation ou un procès-verbal devrait être accordée ou refusée, est une question de droit.

Ordonnance de  
modification por-  
tée en marge

(6) Une ordonnance dont l'effet est de modifier une dénonciation ou un procès-verbal doit être portée en marge du document ainsi modifié et faire partie du dossier. Le procès doit se poursuivre comme si ces pièces avaient été déposées au début dans leur forme modifiée. 1979, chap. 4, art. 35.

Plus amples dé-  
tails

**36** Le tribunal peut, avant ou pendant le procès, s'il s'est assuré que ceci est nécessaire pour que le procès soit équitable, ordonner que soient fournis au défendeur de plus amples détails qui décrivent tout ce qui est pertinent à l'instance. 1970, chap. 4, art. 36.

Requête en annu-  
lation d'une dé-  
nonciation ou  
d'un procès-ver-  
bal

**37** (1) Une objection à une dénonciation ou à un procès-verbal fondée sur un vice apparent à sa face même, doit être présentée par voie de requête en annulation avant que le défendeur n'ait présenté son plaidoyer et, par la suite, seulement avec la permission du tribunal.

Motifs d'annu-  
lation

(2) Le tribunal ne doit pas annuler une dénonciation ou un procès-verbal, à moins qu'une modification ou que de plus amples détails aux termes des articles 34, 35 ou 36, ne parviennent pas à assurer les fins de la justice. 1979, chap. 4, art. 37.

Frais suite à la  
modification ou  
aux détails fournis

**38** Lorsque, à la suite de la modification apportée à la dénonciation ou au procès-verbal ou à la suite des détails qui sont exigés, un ajournement est nécessaire, le tribunal peut émettre une ordonnance, aux termes de l'article 61, concernant les frais qui résultent de l'ajournement. 1979, chap. 4, art. 38.

Réunion des chefs  
d'accusation ou  
des prévenus

**39** (1) Lorsqu'il s'est assuré que les fins de la justice l'exigent, le tribunal peut, avant le procès, ordonner que des chefs d'accusation, des dénonciations ou des procès-verbaux distincts fassent l'objet d'un même procès ou que des personnes qui sont accusées séparément subissent leur procès ensemble.



(2) Lorsqu'il s'est assuré que les fins de la justice l'exigent, le tribunal peut, avant ou pendant le procès, ordonner que des chefs d'accusation, des dénonciations ou des procès-verbaux distincts fassent l'objet de procès différents ou que des personnes qui sont accusées conjointement ou qui subissent leur procès ensemble, soient jugées séparément. 1979, chap. 4, art. 39.

Procès distincts

**40** (1) Lorsqu'un juge s'est assuré qu'une personne est capable de rendre un témoignage pertinent dans une procédure aux termes de cette loi, il peut assigner cette personne à comparaître pour qu'elle donne son témoignage et apporte tout écrit ou toute chose mentionnée dans l'assignation.

Émission d'une assignation

(2) Une assignation doit être signifiée et la preuve de cette signification doit se faire de la même façon que celle prévue aux termes de l'article 27 pour ce qui est d'une sommation.

Signification

(3) Une personne à qui une assignation est signifiée doit comparaître pour témoigner, à l'heure, à la date et au lieu mentionnés à la citation et, si celle-ci l'exige, elle doit apporter tout écrit ou autre chose qu'elle a sous sa garde ou en sa possession et qui concerne l'objet de la cause.

Comparution

(4) Une personne à qui une assignation est signifiée, doit demeurer présente à l'audience et aux reprises de l'audience après les différents ajournements, à moins qu'elle n'en soit dispensée par le juge qui préside. 1979, chap. 4, art. 40.

Obligation de demeurer présent à l'audience

**41** (1) Le juge de la cour provinciale peut émettre un mandat d'arrestation, rédigé dans la forme prescrite, contre une personne, lorsqu'il s'est assuré, à la suite d'un témoignage donné sous serment que cette personne est capable de rendre le témoignage pertinent qui est nécessaire dans une procédure aux termes de cette loi et

Arrestation d'un témoin

- a) qu'elle ne comparaitra pas si une assignation lui est signifiée; ou
- b) que des tentatives de signification d'une assignation ont été faites et ont échoué parce qu'elle se soustrait à la signification.

(2) Lorsqu'une assignation a été signifiée à une personne pour qu'elle témoigne dans une instance et qu'elle fait défaut de s'y conformer ou de continuer à s'y conformer, le tribunal peut émettre ou faire émettre à l'adresse de cette personne, un mandat d'arrestation, rédigé dans la forme prescrite, s'il est établi

Idem

- a) que l'assignation a été signifiée; et

b) que la personne est capable de rendre le témoignage pertinent qui est nécessaire.

Personne conduite devant un juge

(3) L'agent de police qui procède à l'arrestation d'une personne en vertu d'un mandat émis aux termes des paragraphes (1) ou (2) doit immédiatement la conduire devant un juge.

Mise en liberté à la suite d'un engagement

(4) À moins que le juge ne se soit assuré qu'il est nécessaire de garder une personne en détention afin de garantir qu'elle viendra témoigner, il doit ordonner qu'elle soit mise en liberté pourvu qu'elle contracte un engagement pour un montant et avec les cautions, s'il y en a, suivant ce qui est raisonnablement nécessaire pour garantir sa présence.

Personne conduite devant un juge de la cour provinciale

(5) Lorsqu'un juge de paix est saisi d'une procédure présentée aux termes du paragraphe (4) et que la personne concernée n'est pas mise en liberté, il doit la faire conduire devant un juge de la cour provinciale, dans les deux jours de sa décision.

Détention

(6) Lorsqu'un juge de la cour provinciale s'est assuré qu'il est nécessaire de garder la personne concernée en détention afin de garantir qu'elle viendra témoigner, il peut ordonner qu'elle soit détenue pour qu'elle vienne témoigner au procès ou pour qu'un commissaire recueille son témoignage aux termes d'une ordonnance émise en vertu du paragraphe (11).

Mise en liberté à la suite d'un engagement

(7) Lorsque le juge de la cour provinciale ne rend pas une ordonnance aux termes du paragraphe (6), il doit ordonner que la personne concernée soit mise en liberté pourvu qu'elle contracte un engagement pour un montant et avec les cautions, s'il y en a, suivant ce qui est raisonnablement nécessaire pour garantir sa présence.

Emprisonnement maximum

(8) Une personne sous le coup d'une ordonnance de détention aux termes du paragraphe (6) ou qui, en fait, n'est pas mise en liberté aux termes du paragraphe (7), ne doit pas être gardée en détention pour une période de plus de dix jours.

Mise en liberté lorsque l'emprisonnement n'est plus requis

(9) Un juge de la cour provinciale, ou le juge qui préside un procès peut en tout temps ordonner la mise en liberté d'une personne qui est détenue aux termes de cet article, lorsqu'il s'est assuré que la détention n'est plus justifiée.

Arrestation pour défaut de se conformer à l'engagement

(10) Lorsqu'une personne qui est tenue par un engagement à être présente afin de témoigner au cours d'une procédure quelconque, n'est pas présente ou ne continue pas de l'être, le tribunal, devant lequel elle doit se présenter, peut décerner un mandat, rédigé dans la forme prescrite, pour que cette personne soit arrêtée et,

a) lorsqu'elle est amenée directement devant le tribunal, les paragraphes (6) et (7) s'appliquent; et

b) lorsqu'elle n'est pas amenée directement devant le tribunal, les paragraphes (3) et (7) s'appliquent.

(11) Un juge de la cour provinciale, ou le juge qui préside le procès peut ordonner que la déposition d'une personne gardée en détention aux termes de cet article soit recueillie par un commissaire nommé en vertu de l'article 44 qui s'applique ici de la même manière que lorsqu'un témoin est incapable de se présenter en raison de maladie. 1979, chap. 4, art. 41.

Déposition recueillie par un commissaire d'un témoin qui est détenu

**42** (1) Lorsqu'une personne dont la présence est requise devant un tribunal pour y subir son procès ou pour y témoigner est emprisonnée, et qu'un juge s'est assuré, à la suite d'un témoignage oral ou écrit donné sous serment, que sa présence est nécessaire pour assurer les fins de la justice, il peut rendre une ordonnance dans la forme prescrite, pour que la personne soit amenée de jour en jour devant le tribunal qui requiert sa présence, selon que la chose est nécessaire.

Ordonnance pour assurer la présence de la personne emprisonnée

(2) Une ordonnance aux termes du paragraphe (1), doit être adressée à la personne ayant la garde du prisonnier. Celle-ci doit, sur réception de l'ordonnance,

Idem

a) livrer le prisonnier à l'agent de police ou à une autre personne nommée dans l'ordonnance comme étant celle à qui il doit être remis; ou

b) amener le **prisonnier** devant le tribunal, sur remboursement de ses **frais raisonnables** à cet égard.

(3) Une ordonnance émise aux termes du paragraphe (1) doit prescrire la façon dont la personne doit être tenue sous bonne garde et comment doit se faire son retour à la prison d'où elle a été amenée. 1979, chap. 4, art. 42.

Idem

**43** (1) Toute personne qui, étant requise par la loi de comparaître ou de continuer d'être présente à une audience, y fait défaut sans excuse légitime, est coupable d'une infraction et passible, sur reconnaissance de culpabilité, d'une amende d'au plus 1 000 dollars ou d'un emprisonnement d'au plus trente jours, ou des deux à la fois.

Peine pour défaut de comparaître

(2) Un certificat du greffier ou d'un juge du tribunal, devant lequel on allègue que le défendeur a fait défaut de comparaître, et qui constate le défaut, est admissible en preuve au cours d'une procédure prévue aux termes du paragraphe (1). Le certificat est une preuve à première vue du défaut, sans qu'il

Preuve du défaut de comparaître

faillie prouver la signature ou la fonction de la personne qui semble avoir signé le document. 1979, chap. 4, art. 43.

Ordonnance pour que la déposition d'un témoin soit recueillie par un commissaire

**44 (1)** À la requête du défendeur ou du poursuivant, un juge de la cour provinciale ou, pendant le procès, le tribunal, peut par ordonnance, nommer un commissaire chargé de recueillir la déposition d'un témoin qui se trouve à l'extérieur de l'Ontario ou qui est vraisemblablement dans l'impossibilité de comparaître au procès en raison de maladie ou d'incapacité physique, ou pour toute autre cause valable et suffisante.

Admissibilité de la déposition recueillie par un commissaire

(2) La déposition recueillie par le commissaire nommé aux termes du paragraphe (1) peut être lue au procès pour servir de preuve

- a) s'il est établi par un témoignage donné oralement ou par une déclaration écrite sous serment que le témoin est dans l'impossibilité de comparaître pour une des raisons mentionnées au paragraphe (1);
- b) si la transcription du témoignage est signée par le commissaire qui semble l'avoir recueilli ou devant qui il semble avoir été donné; et
- c) s'il est prouvé d'une façon jugée satisfaisante par le tribunal qu'un avis raisonnable de l'heure et de la date auxquelles le témoignage devait être rendu et du lieu où il devait être recueilli, a été donné à l'autre partie et que celle-ci a eu pleinement l'occasion de contre-interroger le témoin.

Comparution du défendeur

(3) Une ordonnance aux termes du paragraphe (1) peut prévoir des dispositions permettant au défendeur de comparaître ou d'être représenté par un avocat ou un mandataire au moment où le témoignage est recueilli, mais le fait que le défendeur ne comparaît pas ou n'est pas représenté par un avocat ou un mandataire conformément à l'ordonnance n'empêche pas la lecture du témoignage au procès, si la déposition a par ailleurs été recueillie de la manière prévue à l'ordonnance et à cet article.

Application des règles observées au civil

(4) Sauf dans la mesure où cet article, les règles de pratique, l'usage ou la procédure prévoient le contraire pour ce qui est de la nomination de commissaires aux termes de cet article, les dépositions recueillies par ces derniers, leur attestation, le rapport qui en est fait, ainsi que l'usage de la preuve présentée au cours de l'instance, doivent, autant qu'il est possible de le faire, être semblables à ce qui se fait en pareilles matières lorsqu'il s'agit d'un procès au civil devant la Cour suprême. 1979, chap. 4, art. 44.



**45** (1) Lorsqu'un tribunal, à tout moment, avant qu'un défendeur ne soit condamné à une peine, a des raisons de croire que le défendeur souffre de troubles mentaux, en se fondant

Procès portant sur la question de savoir si le défendeur a la capacité d'assurer sa défense

a) sur le témoignage d'un médecin dont la compétence est reconnue par la loi ou, avec le consentement des parties, en se fondant sur un rapport écrit d'un médecin dont la compétence est reconnue par la loi; ou

b) sur la conduite du défendeur dans la salle d'audience,

le tribunal peut,

c) au moyen d'une ordonnance, lorsque le juge qui préside est un juge de la cour provinciale, suspendre l'instance et ordonner que soit examinée la question de savoir si le défendeur est, à cause de troubles mentaux, incapable d'assurer sa défense; ou

d) lorsque le juge qui préside est un juge de paix, renvoyer la cause à un juge de la cour provinciale, lequel peut émettre l'ordonnance dont traite l'alinéa c).

(2) Aux fins du paragraphe (1), le tribunal peut ordonner au défendeur de se présenter à l'examen prévu aux termes du paragraphe (5).

Examen

(3) Un juge de la cour provinciale doit présider l'examen de la question en litige et,

Conclusions

a) lorsqu'il en arrive à la conclusion que le défendeur est, à cause de troubles mentaux, incapable d'assurer sa défense, il doit ordonner la suspension de toute procédure concernant l'accusation;

b) lorsqu'il en arrive à la conclusion que le défendeur est capable d'assurer sa défense, il doit ordonner la reprise de la procédure qui a été suspendue.

(4) L'une ou l'autre des parties peut, à tout moment dans l'année qui suit l'émission d'une ordonnance aux termes du paragraphe (3), demander à un juge de la cour provinciale, après avoir donné un préavis de sept jours à la partie adverse, de reprendre l'examen de la question en litige. Lorsqu'à la suite de ce réexamen, le juge de la cour provinciale en arrive à la conclusion que le défendeur est capable d'assurer sa défense, il peut ordonner la poursuite de la procédure qui a été suspendue.

Demande pour une nouvelle audience sur la capacité

(5) Aux fins du paragraphe (1), ou d'une audience tenue aux termes du paragraphe (3) ou d'une nouvelle audience tenue aux

Ordonnance d'examen

termes du paragraphe (4), le tribunal ou le juge de la cour provinciale peuvent ordonner au défendeur de se présenter devant une personne ou à un endroit quelconques, à une heure et à une date ou dans un délai spécifié à l'ordonnance et de se soumettre à un examen qui a pour but de déterminer s'il est, en raison de troubles mentaux, incapable d'assurer sa défense.

Idem

(6) Lorsque le défendeur, sans excuse raisonnable, refuse ou fait défaut de se conformer à une ordonnance émise aux termes du paragraphe (5) ou, lorsque la personne qui dirige l'examen persuade le juge de la cour provinciale qu'il est nécessaire de prendre cette mesure, ce dernier peut ordonner par mandat que le défendeur soit tenu sous bonne garde de la façon qui s'avère nécessaire aux fins de l'examen. Cette garde ne doit en aucun cas excéder sept jours. Quand il est nécessaire de détenir le défendeur en un lieu donné, cet endroit doit être, quand la chose est possible, un service psychiatrique.

Délai de prescription en matière de suspension d'une procédure

(7) Lorsqu'une ordonnance est émise aux termes du paragraphe (3), et qu'une période d'un an s'est écoulée sans qu'aucune autre ordonnance n'ait été émise aux termes du paragraphe (4), nulle autre procédure ne doit être engagée pour ce qui est de l'accusation ou de toute autre accusation résultant de la même affaire. 1979, chap. 4, art. 45.

Plaidoyer

**46** (1) Après que le défendeur a été informé du contenu de la dénonciation ou du procès-verbal, on doit lui demander s'il plaide coupable ou non-coupable à l'infraction dont il est accusé.

Condamnation sur plaidoyer de culpabilité

(2) Le tribunal peut, lorsque le défendeur plaide coupable, accepter son plaidoyer et le condamner.

Refus de plaider

(3) Le tribunal doit inscrire un plaidoyer de non-culpabilité lorsque le défendeur refuse de plaider ou ne donne pas une réponse précise.

Plaidoyer de culpabilité à une autre infraction

(4) Lorsque le défendeur plaide non-coupable à l'infraction dont il est accusé, mais coupable à toute autre infraction, qu'elle soit ou non une infraction incluse, le tribunal peut, avec le consentement du poursuivant, accepter un tel plaidoyer de culpabilité et modifier la dénonciation en conséquence ou y substituer l'infraction à laquelle le défendeur plaide coupable. 1979, chap. 4, art. 46.

Procès suite à un plaidoyer de non-culpabilité

**47** (1) Sous réserve de l'article 6, lorsque le défendeur plaide non-coupable, le tribunal doit instruire le procès.

Droit de se défendre

(2) Le défendeur a le droit de donner une réponse complète et de présenter une pleine défense.

(3) Le poursuivant ou le défendeur peuvent, selon le cas, interroger et contre-interroger les témoins. Droit d'interroger les témoins

(4) Le tribunal peut recevoir tous faits sur lesquels le défendeur et le poursuivant sont d'accord et agir en conséquence sans qu'il faille les prouver ou les appuyer d'un témoignage. Faits admis

(5) Par dérogation à l'article 8 de la *Loi sur la preuve*, le poursuivant ne peut pas contraindre le défendeur à témoigner. 1979, chap. 4, art. 47. Défendeur non-contraignable S.R.O. 1970, chap. 151

**48** (1) Le tribunal peut, avec le consentement des parties, recevoir et étudier la preuve recueillie à l'occasion d'une accusation différente, devant le même juge et contre le même défendeur. Preuve recueillie à l'occasion d'une autre accusation

(2) Lorsqu'un certificat qui porte sur le contenu d'un document officiel est, aux termes d'une loi quelconque, rendu admissible en preuve comme preuve à première vue, le tribunal peut, afin de déterminer si le défendeur est la personne mentionnée au certificat, recevoir les renseignements qu'il considère vraisemblables ou dignes de foi eu égard aux circonstances de chaque affaire et fonder là-dessus sa décision. Certificat admis en preuve

(3) Il incombe au défendeur de prouver qu'une autorisation, exception, exemption ou restriction, prescrite par la loi, le favorise. Le poursuivant n'est pas tenu, sauf par voie de réfutation, de prouver que l'autorisation, exception, exemption ou restriction ne favorise pas le défendeur, qu'elle soit ou non énoncée dans la dénonciation. 1979, chap. 4, art. 48. Exception, etc... Fardeau de la preuve

**49** (1) Le tribunal peut ordonner qu'une pièce soit mise sous telle garde et en tel lieu, qu'il juge appropriés à sa conservation. Pièces

(2) Lorsqu'une chose quelconque est versée comme pièce au dossier dans une procédure, le greffier peut la remettre en tout temps après le procès à celui qui y a droit lorsque les parties y consentent, ou en l'absence de consentement, il peut aussi la remettre, après que l'affaire a été réglée à la suite de tout appel, à la partie qui l'a présentée ou, dans le cas où le droit d'appel n'est pas exercé, après l'expiration du délai d'appel. 1979, chap. 4, art. 49. Remise des pièces

**50** (1) Le tribunal peut, d'une fois à l'autre, ajourner un procès ou une audience, mais, lorsque le défendeur est détenu, un ajournement ne doit pas se prolonger plus de huit jours sans son consentement. Ajournements

(2) Un procès ou une audience qui sont ajournés peuvent être repris avant l'expiration de la période prévue pour l'ajour- Reprise anticipée

nement, lorsque le défendeur et le poursuivant y consentent. 1979, chap. 4, art. 50.

Comparution du  
défendeur

**51** (1) Un défendeur peut comparaître et agir personnellement, ou par l'entremise d'un avocat ou d'un mandataire.

Comparution  
d'une corporation

(2) Un défendeur qui est une corporation doit comparaître et agir par l'entremise d'un avocat ou d'un mandataire.

Expulsion de  
mandataires

(3) Le tribunal peut interdire à toute personne qui n'est pas un avocat admis à pratiquer sa profession en Ontario de comparaître à titre de mandataire, s'il considère qu'elle n'a pas la compétence voulue pour représenter ou conseiller la personne au nom de qui elle comparaît à titre de mandataire, ou qu'elle ne comprend pas les devoirs et responsabilités qui incombent à un mandataire, ni ne s'en acquitte. 1979, chap. 4, art. 51.

Comparution  
obligatoire du dé-  
fendeur

**52** En dépit du fait qu'un défendeur soit représenté par un avocat ou un mandataire, le tribunal peut lui ordonner de comparaître personnellement et, lorsqu'il appert qu'il est nécessaire de le faire, il peut émettre une sommation rédigée dans la forme prescrite. 1979, chap. 4, art. 52.

Expulsion du dé-  
fendeur de l'au-  
dience

**53** (1) Le tribunal peut faire expulser le défendeur et l'obliger à demeurer hors de la salle d'audience,

- a) lorsque, par sa conduite, il interrompt le déroulement du procès faisant en sorte qu'il est impossible de le continuer en sa présence; ou
- b) lorsque le tribunal s'est assuré, à la suite de l'étude de la question de savoir si le défendeur est incapable d'assurer sa défense en raison de troubles mentaux, que le défaut de l'expulser pourrait avoir un effet préjudiciable à sa santé mentale.

Expulsion du pu-  
blic de l'audience

(2) Le tribunal peut expulser de la salle d'audience le public ou l'un quelconque de ses membres, lorsqu'à son avis cette mesure est nécessaire

- a) pour y maintenir l'ordre;
- b) pour protéger la réputation d'un mineur; ou
- c) pour éviter que la déposition d'un témoin ne soit influencée.

Interdiction de  
publier la preuve

(3) Lorsque le tribunal l'estime nécessaire pour protéger la réputation d'un mineur, il peut émettre une ordonnance interdisant de publier ou de transmettre la preuve ou tout élément



de preuve recueilli à l'audience ou l'identité du mineur. 1979, chap. 4, art. 53.

**54** (1) Lorsque le défendeur se présente à une audience et que le poursuivant, ayant été dûment avisé, ne comparait pas, le tribunal peut rejeter l'accusation ou peut ajourner l'audience aux conditions qu'il estime appropriées.

Défaut du poursuivant de comparaître

(2) Lorsque le poursuivant ne comparait pas à la date, à l'heure et au lieu indiqués pour la reprise de l'audience ajournée aux termes du paragraphe (1), le tribunal peut rejeter l'accusation.

Idem

(3) Lorsqu'une audience est ajournée aux termes du paragraphe (1) ou qu'une accusation est rejetée en vertu du paragraphe (2), le tribunal peut, aux termes de l'article 61, émettre une ordonnance pour le paiement des frais.

Frais

(4) Lorsqu'une accusation est rejetée aux termes des paragraphes (1) ou (2), le tribunal peut, si le défendeur lui en fait la demande, rédiger une ordonnance de rejet énonçant les motifs du rejet et doit en donner au défendeur une copie certifiée conforme. Celle-ci constitue, sans autre preuve, une fin de non-recevoir qui s'applique à toute poursuite subséquente contre le défendeur pour ce qui est de la même cause. 1979, chap. 4, art. 54.

Ordonnance écrite de rejet

**55** (1) Lorsqu'un défendeur ne comparait pas à la date, à l'heure et au lieu indiqués pour une audience et que le poursuivant prouve, selon le cas, après qu'une occasion raisonnable lui en a été fournie, qu'une sommation a été signifiée, qu'un avis de procès a été donné aux termes des Parties I ou II, qu'une promesse de comparaître a été faite ou que le défendeur a contracté un engagement ou, lorsque le défendeur ne comparait pas à la reprise de l'audience qui a été ajournée, le tribunal

Condamnation *ex parte*

- a) peut procéder *ex parte* afin d'entendre et de juger la cause en l'absence du défendeur;
- b) peut, s'il le juge à propos, ajourner l'audience et émettre contre le défendeur une sommation à comparaître ou un mandat d'arrestation rédigé dans la forme prescrite; ou
- c) peut, lorsque le défendeur ne comparait pas à la suite de la sommation ou du mandat, à la date à laquelle l'audience a été ajournée, poursuivre l'instance aux termes des alinéas a) ou b).

Lorsque la condamnation est prononcée *ex parte*

(2) Lorsque le tribunal procède à l'enquête aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (1), nulle procédure, résultant du défaut du défendeur de comparaître à la date, à l'heure et au lieu indiqués pour l'audience ou sa reprise, ne doit être intentée ou, si elle l'a déjà été, ne doit être poursuivie, sauf si le Procureur général ou son mandataire y consentent. 1979, chap. 4, art. 55.

Infractions incluses

**56** Lorsque le fait de commettre l'infraction qui fait l'objet d'une accusation inclut une autre infraction, le défendeur peut être reconnu coupable d'une infraction ainsi incluse qui est prouvée, en dépit du fait que tous les éléments de l'infraction dont il est accusé ne sont pas prouvés. 1979, chap. 4, art. 56.

### *Imposition de la peine*

Rapport antérieur à l'imposition de la peine

**57** (1) Lorsqu'un défendeur est reconnu coupable d'une infraction à l'occasion d'une poursuite intentée par voie de dénonciation, le tribunal peut ordonner à un agent de probation de préparer et de déposer au tribunal, afin de l'assister dans l'imposition de la peine, un rapport écrit concernant le défendeur.

Signification

(2) Lorsqu'un rapport est déposé au tribunal aux termes du paragraphe (1), le greffier du tribunal doit faire en sorte qu'une copie en soit fournie au défendeur ou à son avocat ou mandataire et au poursuivant. 1979, chap. 4, art. 57.

Remarques sur la peine

**58** (1) Lorsqu'un défendeur qui comparaît est reconnu coupable d'une infraction, le tribunal doit fournir au poursuivant et à l'avocat ou au mandataire du défendeur l'occasion de faire des remarques au sujet de la peine. Lorsque le défendeur n'a ni avocat ni mandataire, le tribunal doit lui demander s'il a quelque chose à déclarer avant que la peine ne lui soit imposée.

Défaut de se conformer au paragraphe (1)

(2) Le défaut de se conformer au paragraphe (1) n'a aucun effet sur la validité de la procédure.

Demandes de renseignements par le tribunal

(3) Lorsqu'un défendeur est reconnu coupable d'une infraction, le tribunal peut demander, sous serment ou autrement, les renseignements qu'il juge souhaitables au défendeur ou à son sujet, y compris sur sa situation pécuniaire, mais celui-ci ne doit pas être contraint d'y répondre.

Preuve de condamnations antérieures

(4) Un certificat exposant de façon raisonnablement détaillée le prononcé de culpabilité ou l'acquittement ou la condamnation d'une personne et la peine qui lui a été imposée au Canada et qui est signé par une des personnes désignées ci-dessous est, lorsque le tribunal s'est assuré que le défendeur est la personne mentionnée au certificat, admissible en preuve et fait preuve à

première vue des faits qui y sont énoncés, sans qu'il faille prouver la signature ou la qualité officielle de la personne qui semble avoir signé le certificat. Ces personnes sont:

- a) celle qui a rendu le jugement; ou
- b) le greffier du tribunal devant lequel le jugement a été rendu. 1979, chap. 4, art. 58.

**59** Lorsque le juge détermine la peine à imposer à une personne reconnue coupable d'une infraction, il peut tenir compte de toute période de temps qu'elle a passée en détention à la suite de cette infraction. 1979, chap. 4, art. 59.

Période de détention prise en considération

**60** (1) Nulle pénalité prescrite pour une infraction n'est une pénalité minimum, à moins que cela ne soit expressément déclaré.

Disposition pour pénalité minimum

(2) Malgré le fait que la disposition créant la pénalité pour une infraction prescrive une amende minimum, le tribunal peut imposer une amende moindre que celle-ci ou peut suspendre la peine, lorsqu'à son avis, il existe des circonstances exceptionnelles et qu'il serait indûment pénible ou contraire à l'intérêt de la justice d'imposer l'amende minimum.

Adoucissement de l'amende minimum

(3) Lorsqu'une pénalité minimum est prescrite pour une infraction et qu'elle comprend l'emprisonnement, le tribunal peut, en dépit de la pénalité prescrite, imposer une amende d'au plus 2,000 dollars au lieu de l'emprisonnement. 1979, chap. 4, art. 60.

Idem, voir: emprisonnement

**61** (1) Une fois condamné, le défendeur est tenu de payer au tribunal, à titre de frais, un montant qui est déterminé par les règlements.

Frais déterminés à la suite d'une condamnation

(2) Le tribunal peut, à sa discrétion, ordonner que soient payés les frais et les dépenses raisonnablement engagés par les témoins ou en leur nom. Les montants de ces frais ne doivent pas excéder les maximums fixés par les règlements et doivent être versés

Frais concernant les témoins

- a) au tribunal ou au poursuivant par le défendeur; ou
- b) au défendeur par le dénonciateur ou par la personne qui a émis le procès-verbal, selon le cas.

Cependant, lorsque la poursuite a été intentée par voie de procès-verbal, le montant total de ces frais ne doit pas excéder cent dollars.

Frais recouvrables  
comme une  
amende

(3) Les frais payables aux termes de cet article doivent être tenus pour une amende en ce qui concerne l'exécution du jugement qui ordonne leur paiement. 1979, chap. 4, art. 61.

Pénalité générale

**62** (1) Sauf disposition contraire expressément prévue par la loi, toute personne reconnue coupable d'une infraction est passible d'une amende d'au plus 2,000 dollars ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou des deux à la fois.

Modification du  
paragraphe (1)

(2) Le paragraphe (1) est modifié en retranchant "ou d'un emprisonnement d'au plus six mois ou des deux à la fois" à la troisième et à la quatrième lignes.

Date d'entrée en  
vigueur de la  
modification

(3) Le paragraphe (2) n'entrera pas en vigueur avant le premier jour du mois de janvier 1981. 1979, chap. 4, art. 62.

Procès-verbal de  
la condamnation

**63** Lorsqu'un tribunal reconnaît un défendeur coupable ou rejette une accusation, un procès-verbal du rejet ou de la reconnaissance de culpabilité et de la peine doit être dressé par le tribunal et, à la demande du défendeur ou du poursuivant ou du Procureur général ou de son mandataire, le tribunal doit voir à ce qu'une copie certifiée conforme par le greffier du tribunal soit remise à la personne qui en fait la demande. 1979, chap. 4, art. 63.

Moment où débute  
l'emprisonnement

**64** (1) À moins que le prononcé de la peine n'ordonne quelque chose d'autre, la période d'emprisonnement imposée doit commencer le jour où la personne reconnue coupable est conduite en détention conformément à ce qui est prévu. Cependant, nulle période au cours de laquelle la personne reconnue coupable est emprisonnée ou en liberté sous caution avant l'imposition de la peine ne doit être calculée comme faisant partie de la période d'emprisonnement à laquelle elle est condamnée.

Idem

(2) Lorsque le tribunal impose l'emprisonnement, il peut ordonner que la détention commence à une date qui n'est pas postérieure au trentième jour qui suit la date d'imposition de la peine. 1979, chap. 4, art. 64.

Peines d'emprisonnement  
consécutives

**65** Lorsqu'une personne est passible en même temps de plus d'une période d'emprisonnement, celles-ci doivent être purgées consécutivement, sauf si le tribunal a ordonné qu'une période soit purgée concurremment avec toute autre période d'emprisonnement. 1979, chap. 4, art. 65.

Pouvoir que confère  
le mandat

**66** (1) Un mandat de dépôt constitue une autorisation suffisante

a) pour le transfert du prisonnier au lieu où il sera détenu aux fins de l'incarcération prévue au mandat; et



- b) pour la remise du prisonnier aux gardiens de prisons et pour sa détention par ces derniers, conformément aux dispositions du mandat.

(2) Une personne à qui un mandat de dépôt est adressé, doit conduire le prisonnier à l'institution correctionnelle mentionnée au mandat.

Transfert du prisonnier

(3) Une peine d'emprisonnement doit être purgée conformément aux dispositions législatives et aux règlements qui régissent l'institution où le prisonnier est condamné à purger sa peine. 1979, chap. 4, art. 66.

Prisonnier soumis aux règlements de l'institution

**67** (1) Une amende devient due et payable quinze jours après qu'elle a été imposée.

Moment où l'amende est due

(2) Lorsque le tribunal impose une amende, il doit demander au défendeur s'il désire une prolongation du délai pour s'acquitter du paiement de l'amende.

Prolongation du délai de paiement de l'amende

(3) Lorsque le défendeur demande une prolongation du délai pour s'acquitter du paiement de l'amende, le tribunal peut demander, sous serment ou autrement, les renseignements qu'il juge souhaitables au défendeur ou à son sujet, mais celui-ci ne doit pas être contraint d'y répondre.

Enquêtes

(4) À moins que le tribunal n'en vienne à la conclusion que la requête en vue d'obtenir la prolongation du délai n'est pas faite de bonne foi ou que la prolongation servirait vraisemblablement à éviter le paiement, le tribunal doit prolonger le délai de paiement en ordonnant qu'il soit fait par versements périodiques ou d'une autre façon.

Octroi de la prolongation

(5) Lorsqu'une amende est imposée en l'absence du défendeur, le greffier du tribunal doit lui donner un avis de l'imposition de l'amende, de la date à laquelle elle est due et de son droit de demander une prolongation du délai pour s'acquitter du paiement aux termes du paragraphe (6).

Avis lorsque le défendeur est condamné en son absence

(6) Le défendeur peut, à tout moment, demander une prolongation ou une prolongation additionnelle du délai pour s'acquitter du paiement de l'amende, en déposant au greffe du tribunal, une requête rédigée dans la forme prescrite. La requête doit être instruite par un juge qui a, à cet égard les mêmes pouvoirs que le tribunal aux termes des paragraphes (3) et (4). 1979, chap. 4, art. 67.

Requête pour obtenir une prolongation additionnelle

**68** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlements, établir un programme permettant le paiement des amendes au moyen de crédits accordés pour des travaux accomplis et

Règlements permettant des crédits de travail au lieu de l'amende

peut, pour ce faire et sans restreindre la généralité de ce qui précède,

- a) prescrire des catégories de travaux et leurs conditions d'exécution;
- b) prescrire un système de crédits;
- c) pourvoir à tout ce qui est nécessaire à l'administration efficace du programme.

Chaque règlement peut restreindre sa portée à une ou à plusieurs parties quelconques de l'Ontario. 1979, chap. 4, art. 68.

Exécution au civil  
du certificat qui  
impose une  
amende

**69** (1) Lorsqu'il y a défaut de paiement de l'amende, le greffier du tribunal peut remplir dans la forme prescrite, un certificat indiquant l'amende imposée et le solde impayé, et le déposer au tribunal compétent. Au moment du dépôt, le certificat doit être tenu, aux fins d'exécution, pour être une ordonnance ou un jugement de ce tribunal.

Délai de prescrip-  
tion

(2) Un certificat ne doit pas être déposé, aux termes du paragraphe (1), plus de deux ans après le défaut à la suite duquel il a été émis.

Certificat de libé-  
ration du paie-  
ment de l'amende

(3) Lorsqu'un certificat a été déposé aux termes du paragraphe (1), et que l'amende est complètement payée, le greffier doit déposer une attestation de paiement, et le certificat de défaut est alors annulé. Lorsqu'un bref d'exécution a été déposé auprès du shérif, le greffier doit lui remettre une attestation de paiement, et le bref est alors annulé. 1979, chap. 4, art. 69.

Défaut

**70** (1) Il y a défaut de paiement d'une amende, lorsqu'une partie quelconque de celle-ci demeure due et impayée pendant une période de quinze jours ou plus.

Ordonnance suite  
au défaut

(2) Lorsqu'un juge s'est assuré qu'il y a défaut de paiement d'une amende,

- a) il doit ordonner qu'un permis, une autorisation, un enregistrement ou un privilège quelconques au sujet desquels une suspension pour le non-paiement de l'amende est autorisée par n'importe quelle loi ou aux termes de ses dispositions, soient suspendus, ne soient pas renouvelés ou ne soient pas accordés jusqu'à ce que l'amende soit payée; et
- b) il peut ordonner au greffier du tribunal de procéder à l'exécution au civil du certificat aux termes de l'article 69.

(3) Un juge peut décerner un mandat rédigé dans la forme prescrite contre le défendeur pour qu'il soit incarcéré

Emprisonnement  
pour le non-paiement d'une  
amende

- a) lorsqu'une ordonnance ou une directive aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (2) n'a pas eu pour résultat le paiement de l'amende dans un délai raisonnable, eu égard aux circonstances;
- b) lorsque toutes les autres méthodes raisonnables pour recouvrer le paiement de l'amende ont été employées sans succès ou que, de l'avis du juge, elles n'auraient vraisemblablement pas pour résultat le paiement de l'amende dans un délai raisonnable, eu égard aux circonstances; et
- c) lorsque celui-ci a reçu un préavis de quinze jours de l'intention d'émettre un mandat, et qu'il a eu une occasion d'être entendu.

(4) Lorsque de l'avis du tribunal qui impose l'amende, il irait à l'encontre des fins de la justice d'observer la procédure prévue au paragraphe (3), celui-ci peut, dans des circonstances exceptionnelles,

Disposition concernant la condamnation à l'emprisonnement pour défaut

- a) ordonner qu'aucun mandat d'incarcération ne soit décerné aux termes du paragraphe (3); ou
- b) ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement de l'amende et qu'il ne soit pas accordé de prolongation de délai pour ce paiement.

(5) L'emprisonnement aux termes d'un mandat émis en vertu des paragraphes (3) ou (4) doit être de trois jours. S'ajoute à cette période, une journée pour chaque fraction impayée de l'amende qui se chiffre à vingt-cinq dollars, ou pour chaque fraction de cette somme, jusqu'à concurrence de la plus longue des deux périodes suivantes:

Période d'emprisonnement

- a) quatre-vingt-dix jours; ou
- b) la moitié de la période maximum d'emprisonnement prévue pour l'infraction, s'il y en a une.

(6) Tout paiement effectué après l'émission d'un mandat aux termes des paragraphes (3) ou (4), doit réduire la période d'emprisonnement d'un nombre de jours qui, si l'on se rapporte au nombre total de jours d'emprisonnement, est proportionnel au montant des paiements effectués par rapport au montant total de l'amende. Nul montant offert en paiement partiel d'une amende ne doit être accepté, à moins qu'il ne soit suffisant pour

Résultat des paiements

assurer la réduction de la peine d'une période d'un jour ou d'un multiple de un jour. 1979, chap. 4, art. 70.

Suspension sous conditions d'une amende

**71** Lorsqu'une loi prévoit la possibilité de suspendre une amende sous réserve de remplir une condition,

- a) la période de suspension doit être fixée par le tribunal et ne doit pas excéder un an;
- b) le tribunal doit prévoir dans son ordonnance de suspension, la méthode qui servira à prouver que la condition a été remplie;
- c) la suspension ne remplace pas, mais s'ajoute à tout autre pouvoir du tribunal pour ce qui est de l'amende; et
- d) il n'y a pas défaut de paiement de l'amende, avant l'expiration de la période de quinze jours subséquente à la remise au défendeur de l'avis l'informant de l'expiration de la période de suspension. 1979, chap. 4, art. 71.

Ordonnance de probation

**72 (1)** Lorsqu'un défendeur est reconnu coupable d'une infraction, à la suite d'une poursuite intentée par voie de dénonciation, le tribunal peut, vu son âge, sa réputation, ses antécédents, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles elle a été commise,

- a) surseoir à l'imposition de la peine et ordonner que le défendeur se soumette aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation;
- b) en plus d'imposer une amende au défendeur ou de le condamner à l'emprisonnement pour le défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que le défendeur se soumette aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation; et
- c) lorsqu'il impose au défendeur une peine d'emprisonnement, qui n'excède pas quatre-vingt-dix jours, que ce soit pour le défaut de paiement d'une amende ou pour un autre motif, ordonner que la peine d'emprisonnement soit purgée de façon intermittente, aux dates qui sont spécifiées dans l'ordonnance, et ordonner que le défendeur se soumette, pendant tout le temps où il ne sera pas en détention à la suite de cette ordonnance, aux conditions prescrites dans une ordonnance de probation.

Conditions statutaires de l'ordonnance

**(2)** Une ordonnance de probation doit être tenue pour contenir les conditions suivantes:



- a) que le défendeur ne commette pas la même infraction, ou toute infraction qui est semblable ou connexe, ou qui, aux termes d'une loi du Canada, de l'Ontario ou de toute autre province du Canada, est punissable d'une peine d'emprisonnement;
- b) que le défendeur comparaisse devant le tribunal, de la façon qu'il en est requis et quand il doit le faire; et
- c) que le défendeur avise le tribunal de tout changement d'adresse.

(3) En plus des conditions énoncées au paragraphe (2), le tribunal peut imposer les conditions suivantes dans une ordonnance de probation:

Conditions imposées par le tribunal

- a) que le défendeur s'acquitte de toute compensation ou restitution requise ou autorisée aux termes d'une loi;
- b) que du consentement du défendeur, celui-ci accomplisse le travail communautaire mentionné à l'ordonnance, lorsqu'il est reconnu coupable d'une infraction punissable d'emprisonnement;
- c) lorsque la condamnation porte sur une infraction punissable d'emprisonnement, toutes les autres conditions, eu égard au défendeur et aux circonstances qui ont contribué à ce que l'infraction soit commise, que le tribunal estime propres à prévenir une semblable conduite illégale ou à contribuer à la réhabilitation du défendeur; ou
- d) lorsque la mesure est jugée nécessaire à la réalisation des conditions de l'ordonnance de probation, que le défendeur se présente devant une personne responsable désignée par le tribunal et que, de plus, lorsque les circonstances l'exigent, qu'il soit sous la surveillance de la personne devant laquelle il est requis de se présenter.

(4) Une ordonnance de probation doit être rédigée dans la forme prescrite, et le tribunal qui l'émet doit y spécifier la période pendant laquelle elle sera en vigueur. Cette période ne doit pas excéder deux ans à partir de la date où l'ordonnance prend effet.

Forme de l'ordonnance

(5) Lorsque le tribunal émet une ordonnance de probation, il doit voir à ce qu'une copie de l'ordonnance ainsi qu'une copie de l'article 75 soient remises au défendeur.

Avis de l'ordonnance

Règlements concernant les ordonnances de travail communautaire

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlements, régir la restitution, la compensation et les ordonnances de travail communautaire ainsi que leurs modalités et leurs conditions. 1979, chap. 4, art. 72.

Date d'entrée en vigueur de l'ordonnance

**73** (1) Une ordonnance de probation entre en vigueur

- a) à la date de son émission; ou
- b) à l'expiration de la peine lorsque le défendeur est condamné à purger une peine d'emprisonnement autrement que d'une façon intermittente.

L'ordonnance demeure en vigueur

(2) Sous réserve de l'article 75, lorsqu'un défendeur, sous le coup d'une ordonnance de probation, est reconnu coupable d'une infraction ou est emprisonné pour défaut de paiement d'une amende, l'ordonnance demeure en vigueur, sauf dans la mesure où la peine ou l'emprisonnement l'empêchent de se conformer aux dispositions de l'ordonnance. 1979, chap. 4, art. 73.

Modification d'une ordonnance de probation

**74** Le tribunal peut, à tout moment, à la demande du défendeur ou du poursuivant, après audition si l'autre partie a été avisée de la demande ou sans audition, si les deux parties y consentent, prendre les mesures ci-dessous et le tribunal doit annoter l'ordonnance de probation en conséquence. S'il apporte des modifications ou des additions aux conditions prescrites dans l'ordonnance, il doit en informer le défendeur et lui remettre une copie de l'ordonnance ainsi annotée. Ces mesures consistent à

- a) apporter aux conditions prescrites dans l'ordonnance toutes modifications ou additions qui, de l'avis du tribunal, s'avèrent souhaitables en raison d'un changement de circonstances;
- b) relever l'accusé, soit complètement, soit aux conditions ou soit pour la période de temps que le tribunal estime souhaitable, de l'obligation d'observer toute condition mentionnée dans l'un quelconque des alinéas du paragraphe (3) de l'article 72, qui est prescrite dans l'ordonnance; ou
- c) mettre fin à l'ordonnance ou réduire la période durant laquelle l'ordonnance de probation doit demeurer en vigueur. 1979, chap. 4, art. 74.

Violation des conditions de l'ordonnance de probation

**75** Lorsqu'un défendeur qui est sous le coup d'une ordonnance de probation est reconnu coupable d'une infraction qui constitue une violation des conditions de l'ordonnance et

- a) que le délai durant lequel il peut interjeter appel de cette condamnation ou demander la permission de la porter en appel est expiré et qu'il n'a pas interjeté appel ou demandé la permission d'en appeler;
- b) qu'il a interjeté appel de cette condamnation ou qu'il a demandé la permission de la porter en appel et que l'appel ou la permission d'en appeler a été rejeté ou qu'il a abandonné son recours; ou
- c) qu'il a donné un avis écrit au tribunal qui l'a reconnu coupable, de son choix de ne pas interjeter appel,

ou, lorsque le défendeur, d'une autre façon fait sciemment défaut ou refuse de se conformer à l'ordonnance, il est coupable d'une infraction, et le tribunal peut, après avoir reconnu sa culpabilité,

- d) imposer une amende d'au plus 1,000 dollars ou un emprisonnement pour une période d'au plus trente jours ou les deux à la fois et, au lieu de la peine ou en plus de celle-ci, maintenir en vigueur l'ordonnance de probation pour une période n'excédant pas une année supplémentaire, en lui apportant les modifications ou les additions que le tribunal estime raisonnables; ou
- e) lorsque le juge qui préside le tribunal est celui qui a émis l'ordonnance originale, annuler l'ordonnance de probation et imposer la peine qui a été suspendue lors de l'émission de l'ordonnance de probation, au lieu d'imposer la peine prévue aux termes de l'alinéa d). 1979, chap. 4, art. 75.

## PARTIE V

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**76 (1)** Une poursuite ne doit pas être intentée après l'expiration de tout délai de prescription qui s'applique à l'infraction ou, lorsqu'il n'y a pas de délai de prescription, plus de six mois après la date à laquelle l'infraction a été ou est alléguée avoir été commise. Délai de prescription

(2) Un juge peut, avec le consentement du défendeur, prolonger un délai de prescription. 1979, chap. 4, art. 76. Prolongation

**77 (1)** Est partie à une infraction, quiconque Parties à une infraction

a) la commet réellement;

b) accomplit ou omet d'accomplir quelque chose en vue d'aider quelqu'un à la commettre; ou

c) encourage quelqu'un à la commettre.

Fin commune

(2) Quand deux personnes ou plus forment ensemble le projet de poursuivre une fin illégale et de s'y entraider et que l'une d'entre elles commet une infraction en réalisant cette fin commune, chacune d'elles qui savait ou devait savoir que la réalisation de l'intention commune aurait pour conséquence probable la perpétration de l'infraction, est partie à cette infraction. 1979, chap. 4, art. 77.

Conseils

**78** (1) Lorsqu'une personne conseille à une autre personne d'être partie à une infraction ou l'y incite et que cette dernière y devient subséquemment partie, celle qui a conseillé ou incité l'autre personne est partie à cette infraction, même si l'infraction a été commise d'une manière différente de celle qui a été conseillée ou incitée.

Idem

(2) Quiconque conseille à une autre personne d'être partie à une infraction ou l'y incite est partie à chaque infraction que l'autre commet à la suite de ces conseils ou de cette incitation, qu'il savait ou aurait dû savoir être vraisemblablement commise en conséquence. 1979, chap. 4, art. 78.

Appréciation de l'âge

**79** À défaut d'autre preuve, ou pour corroborer une autre preuve, un juge peut déduire quel est l'âge d'une personne d'après son apparence. 1979, chap. 4, art. 79.

Moyens de défense en *common law*

**80** Chaque règle et chaque principe de la *common law* qui font d'une circonstance quelconque une justification ou une excuse pour avoir posé un acte, ou qui en font un moyen de défense à une accusation, demeurent en vigueur et s'appliquent dans le cas d'infractions, sauf dans la mesure où ils sont modifiés par la présente loi ou toute autre loi, ou sont incompatibles avec l'une d'entre elles. 1979, chap. 4, art. 80.

Ignorance de la loi

**81** L'ignorance de la loi chez une personne qui commet une infraction n'excuse pas le fait que cette infraction soit commise. 1979, chap. 4, art. 81.

Avocat ou mandataire

**82** Un défendeur peut agir par l'entremise de son avocat ou mandataire. 1979, chap. 4, art. 82.

Enregistrement des témoignages

**83** (1) Lorsque dans une instance des témoignages sont recueillis, ils doivent être enregistrés.



(2) Aux termes de cette loi, les témoignages doivent être recueillis sous serment, sauf disposition contraire prévue par la loi. 1979, chap. 4, art. 83.

Témoignages sous serment

**84** (1) Un juge peut, lors d'une procédure qu'il préside, autoriser une personne à agir à titre d'interprète, lorsque celle-ci prête le serment prescrit et, qu'à son avis, elle est compétente.

Interprètes

(2) Un juge de la cour provinciale peut autoriser une personne à agir à titre d'interprète, aux termes de cette loi, lorsque celle-ci prête le serment prescrit et, qu'à son avis, elle est compétente et peut vraisemblablement être rapidement disponible. 1979, chap. 4, art. 84.

Idem

**85** Tout délai prescrit par cette loi, ses règlements ou par les règles de pratique du tribunal pour que se fasse n'importe quelle autre chose qu'engager ou recommencer une instance peut être prolongé par le tribunal devant lequel la procédure est instruite, que ce délai soit prescrit ou non. 1979, chap. 4, art. 85.

Prolongation du délai

**86** Toute personne qui affirme un fait dans une déclaration ou qui fait une inscription dans un document ou un formulaire dont cette loi prévoit l'usage, sachant que ce qu'elle affirme est faux, est coupable d'une infraction et est passible, sur reconnaissance de culpabilité, d'une amende d'au plus 1,000 dollars. 1979, chap. 4, art. 86.

Pénalité pour fausses déclarations

**87** (1) Sauf dans la mesure où cette loi ou les règles de pratique du tribunal prévoient une autre façon d'agir, tout avis ou document dont cette loi ou les règles de pratique du tribunal exigent ou autorisent qu'on le donne ou le remette, est valablement donné ou remis si la chose est faite en main propre ou par courrier.

Remise

(2) Lorsque cette loi exige ou autorise qu'un avis ou document soit donné ou remis à une personne, le fait qu'il lui ait été posté à sa dernière adresse connue figurant aux dossiers du tribunal chargé de l'affaire, constitue une présomption réfutable qu'il lui a été remis. 1979, chap. 4, art. 87.

Idem

**88** Le fait qu'un acte ou une omission constitue une infraction n'a pas pour effet de suspendre un recours au civil quelconque fondé sur cet acte ou cette omission, ni de lui porter atteinte.

Recours civils maintenus

**89** Nulle action autorisée ou exigée aux termes de cette loi n'est invalide du seul fait qu'elle a été intentée un jour férié. 1979, chap. 4, art. 89.

Action intentée un jour férié

**90** (1) Ce qui suit ne porte pas atteinte à la validité d'une procédure

- a) toute irrégularité ou défaut dans la substance ou la forme de la sommation, du mandat, de l'avis d'infraction, de l'avis de stationnement illégal, de la promesse de comparaître ou de l'engagement; ou
- b) toute divergence entre l'accusation énoncée dans la sommation, le mandat, l'avis de stationnement illégal, l'avis d'infraction, la promesse de comparaître ou l'engagement, et l'accusation énoncée dans la dénonciation ou dans le procès-verbal.

(2) Lorsqu'il appert au tribunal que le défendeur a été induit en erreur suite à toute irrégularité, tout défaut ou toute divergence mentionnés au paragraphe (1), celui-ci peut ajourner l'audience et peut émettre l'ordonnance qu'il estime appropriée, y compris celle prévue aux termes de l'article 61 concernant le paiement des frais. 1979, chap. 4, art. 90.

**91** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlements,

- a) prescrire toute matière à laquelle cette loi se réfère comme prescrite par les règlements;
- b) prescrire, aux fins de l'instance engagée en vertu de cette loi, le formulaire du certificat attestant la propriété d'un véhicule à moteur remis par le Conservateur aux termes du paragraphe (2) de l'article 150 du *Code de la route*;
- c) prévoir la prolongation des délais prescrits par cette loi ou les règles en vigueur ou aux termes de ceux-ci, dans le cas d'une interruption du service postal;
- d) exiger le paiement de droits lors du dépôt de toute chose dont le dépôt est requis ou permis aux termes de cette loi ou des règles en vigueur, en fixer les montants et prévoir qu'un juge, ou un juge aux termes de la Partie VI, puisse accorder l'exemption du paiement d'un droit dans les circonstances et aux conditions énoncées dans les règlements.
- e) fixer les frais payables sur reconnaissance de culpabilité et dont traite le paragraphe (1) de l'article 61;
- f) fixer ce pourquoi des frais peuvent être accordés aux termes du paragraphe (2) de l'article 61 et prescrire les

montants maximums qui peuvent respectivement être accordés dans chaque cas. 1979, chap. 4, art. 91.

## PARTIE VI

### APPELS ET RÉVISION

#### 92 (1) Dans cette Partie,

Interprétation

“avocat”, lorsque ce mot est utilisé à l’égard d’une instance engagée devant une cour provinciale (division criminelle), comprend un mandataire;

“juge” désigne un juge du tribunal devant lequel un appel est ou peut être porté aux termes de cette Partie;

“peine” comprend une ordonnance ou une disposition résultant d’une condamnation ainsi qu’une ordonnance qui porte sur les frais;

“règles de pratique” désigne les règles de pratique établies aux termes de l’article 123;

“tribunal” désigne le tribunal devant lequel un appel est ou peut être porté aux termes de cette Partie.

(2) Dans cette Partie, une référence à l’expression Cour d’appel désigne la Cour d’appel, par dérogation au paragraphe (2) de l’article 17 de la *Loi sur l’organisation judiciaire*. 1979, chap. 4, art. 92.

Références à l’expression Cour d’appel  
S.R.O. 1970,  
chap. 228

### APPELS AUX TERMES DE LA PARTIE III

93 (1) Lorsqu’aux termes de la Partie III, une poursuite est intentée par voie de dénonciation, le défendeur ou le poursuivant, ou le Procureur général au moyen d’une intervention, peuvent interjeter appel d’une condamnation, d’un rejet de la poursuite, ou d’une constatation portant sur l’incapacité d’assurer une défense en raison de troubles mentaux ou de la peine.

Appel

(2) Un appel aux termes du paragraphe (1) doit,

Cour d’appel

- a) lorsqu’il s’agit d’un appel **de** la décision d’un juge de paix, être interjeté devant **la** cour provinciale (division criminelle) du comté ou district dans lequel le jugement a été rendu; ou

- b) lorsqu'il s'agit d'un appel de la décision d'un juge de la cour provinciale, être interjeté devant la cour de comté ou de district, du comté ou district dans lequel le jugement a été rendu.

Avis de l'appel

(3) L'appelant doit donner avis de l'appel de la manière et dans le délai prévus par les règles de pratique. 1979, chap. 4, art. 93.

Détention en attendant l'appel

**94** Un défendeur qui interjette appel doit, s'il est en détention, y demeurer. Cependant, un juge peut ordonner sa mise en liberté et la faire dépendre de n'importe quelle des conditions énoncées au paragraphe (2) de l'article 134. 1979, chap. 4, art. 94.

Paiement de l'amende avant l'appel

**95** (1) Le dépôt d'un avis d'appel donné par un défendeur ne doit pas être accepté si le défendeur n'a pas payé la totalité de l'amende imposée par le jugement dont il interjette appel.

Exemption avec engagement

(2) Un juge peut dispenser l'appelant de se conformer au paragraphe (1) et ordonner que celui-ci contracte un engagement pour garantir sa comparution en appel. Le montant de cet engagement doit être celui que le juge ordonne, avec ou sans caution. 1979, chap. 4, art. 95.

Suspension

**96** Le dépôt d'un avis d'appel ne suspend pas la condamnation, à moins qu'un juge ne l'ordonne. 1979, chap. 4, art. 96.

Détermination de la date lorsque l'appelant est en détention

**97** (1) Lorsqu'un appelant est détenu en attendant que l'appel soit entendu et que l'audition n'a pas commencé dans les trente jours de la date où l'avis d'appel a été donné, la personne ayant la garde de l'appelant doit demander à un juge de fixer une date pour l'audition de l'appel.

Idem

(2) À la réception d'une demande aux termes du paragraphe (1), le juge doit, après avoir donné au poursuivant l'occasion raisonnable de se faire entendre, fixer une date d'audition de l'appel et donner les directives qu'il estime appropriées pour hâter cette audition. 1979, chap. 4, art. 97.

Le paiement de l'amende n'est pas une renonciation

**98** Une personne ne renonce pas à son droit d'interjeter appel, du seul fait qu'elle paie l'amende ou qu'elle se soumet aux conditions que lui impose toute ordonnance rendue à la suite de sa condamnation. 1979, chap. 4, art. 98.

Transmission de pièces

**99** Lorsqu'un avis d'appel est déposé, le greffier du tribunal d'appel doit en aviser le greffier de la cour des infractions provinciales où l'ordonnance frappée d'appel a été rendue. Quand notification lui en est faite, ce dernier doit transmettre au greffier du tribunal d'appel l'ordonnance qui fait l'objet du



pourvoi ainsi que toutes les autres pièces en sa possession ou sous sa responsabilité qui sont pertinentes à l'instance ou lui en transférer la garde, afin que celles-ci soient conservées aux dossiers du tribunal d'appel. 1979, chap. 4, art. 99.

**100** (1) Le tribunal peut, s'il estime qu'il est dans l'intérêt de la justice de le faire,

Pouvoirs du tribunal

- a) ordonner la production de tout écrit, toute pièce ou toute autre chose pertinente à l'appel;
- b) ordonner qu'un témoin quelconque qui aurait été un témoin contraignable lors du procès, peu importe qu'il y ait été appelé ou non,
  - (i) compareisse et soit interrogé devant le tribunal, ou
  - (ii) soit interrogé, de la manière prévue par les règles de pratique, devant un juge du tribunal ou devant tout fonctionnaire du tribunal ou juge de paix ou autre personne nommée à cet effet par le tribunal;
- c) admettre, à titre de preuve, un interrogatoire recueilli aux termes du sous-alinéa (ii) de l'alinéa b);
- d) recevoir la déposition de tout témoin, s'il y en a de présentée;
- e) ordonner que toute question soulevée à l'occasion de l'appel soit déferée, de la manière prévue dans les règles de pratique, à un commissaire spécial nommé par le tribunal, pour que celui-ci fasse enquête et produise un rapport dans les cas où cette question
  - (i) implique un examen prolongé d'écrits ou de livres comptables ou une recherche scientifique, et
  - (ii) ne peut pas, de l'avis du tribunal, se prêter aisément à une étude devant lui; et
- f) donner suite au rapport d'un commissaire nommé aux termes de l'alinéa e), dans la mesure où le tribunal juge utile de le faire.

(2) Lors d'une procédure engagée aux termes de cet article, les parties ou leurs avocats ont le droit d'interroger ou de contre-interroger les témoins et, lors d'une enquête aux termes de l'alinéa e) du paragraphe (1), ils ont le droit d'être présents à l'enquête, d'y produire des témoins et d'y être entendus. 1979, chap. 4, art. 100.

Droit de l'appelant

Droit à un avocat

**101** (1) Un appelant peut comparaître et agir personnellement ou par l'entremise d'un avocat.

Un détenu a droit d'être présent

(2) Un appelant qui est en détention suite à la décision frappée d'appel, a le droit d'être présent à l'audition de l'appel.

Imposition d'une peine en l'absence de l'appelant

(3) Le tribunal peut exercer son pouvoir d'imposer une peine malgré le fait que l'appelant soit absent. 1979, chap. 4, art. 101.

Plaidoyer écrit

**102** Un appelant peut, lors de l'appel, présenter sa cause et son plaidoyer par écrit plutôt qu'oralement, et le tribunal doit étudier toute cause ou tout plaidoyer ainsi présentés. 1979, chap. 4, art. 102.

Pouvoirs du tribunal en matière d'appel d'une condamnation

**103** (1) Lors de l'audition d'un appel à l'encontre d'une condamnation ou d'une décision qui porte sur l'incapacité d'assurer une défense en raison de troubles mentaux, le tribunal peut, par ordonnance,

a) admettre l'appel lorsqu'il est d'avis

- (i) que la décision devrait être rejetée en se fondant sur le fait qu'elle est déraisonnable ou qu'elle ne peut pas s'appuyer sur la preuve,
- (ii) que le jugement du tribunal de première instance devrait être infirmé en se fondant sur le fait qu'il constitue une décision erronée sur un point de droit, ou
- (iii) que pour un motif quelconque, il y a eu déni de justice; ou

b) rejeter l'appel

- (i) lorsqu'il est d'avis que l'appelant, bien qu'il n'ait pas été régulièrement reconnu coupable sur un chef d'accusation ou une partie d'une dénonciation, l'a régulièrement été sur un autre chef ou une autre partie de la dénonciation,
- (ii) lorsque l'appel n'est pas décidé en faveur de l'appelant pour l'un quelconque des motifs mentionnés à l'alinéa a), ou
- (iii) lorsque, en dépit du fait qu'il soit d'avis que, pour n'importe quel motif mentionné au sous-alinéa (ii) de l'alinéa a), l'appel pourrait être décidé en faveur de l'appelant, il est d'opinion qu'il n'y a pas eu d'erreur sérieuse ou déni de justice.

(2) Lorsque le tribunal fait droit à un appel aux termes de l'alinéa a) du paragraphe (1), il doit, Idem

- a) s'il s'agit de l'appel d'une condamnation,
  - (i) ordonner qu'un jugement qui prononce l'acquittement soit enregistré, ou
  - (ii) ordonner un nouveau procès; ou
- b) s'il s'agit de l'appel d'une décision rendue au sujet de l'incapacité d'assurer une défense en raison de troubles mentaux, ordonner un nouveau procès, sous réserve de l'article 45.

(3) Lorsque le tribunal rejette un appel aux termes de l'alinéa b) du paragraphe (1), il peut substituer à la décision rendue celle qui, à son avis, aurait dû être rendue et confirmer le jugement du tribunal de première instance ou imposer une peine qui est justifiée en droit. 1979, chap. 4, art. 103. Idem

**104** Lorsqu'il s'agit d'un appel à la suite d'un acquittement, le tribunal peut, par ordonnance, Pouvoirs du tribunal en matière d'appel d'un acquittement

- a) rejeter l'appel; ou
- b) admettre l'appel, infirmer la décision, et
  - (i) ordonner un nouveau procès, ou
  - (ii) enregistrer une déclaration de culpabilité pour ce qui est de l'infraction dont, à son avis, l'appelant aurait dû être reconnu coupable, et imposer une peine qui est justifiée en droit. 1979, chap. 4, art. 104.

**105** (1) Lorsqu'il est interjeté appel d'une condamnation, le tribunal doit considérer le bien-fondé de la condamnation frappée d'appel et, d'après la preuve, s'il en existe, qu'il estime utile d'exiger ou de recevoir, peut par ordonnance, Appel d'une condamnation

- a) rejeter l'appel; ou
- b) modifier la condamnation dans les limites prescrites par la loi pour l'infraction dont le défendeur a été reconnu coupable.

En rendant n'importe quelle ordonnance, aux termes de l'alinéa b), le tribunal peut tenir compte de toute période de temps que le défendeur a passée en détention par suite de l'infraction.

Modification de la condamnation

(2) Un jugement d'un tribunal qui modifie une condamnation a la même vigueur et le même effet que s'il s'agissait d'une condamnation prononcée par le tribunal de première instance. 1979, chap. 4, art. 105.

Une condamnation pour plus d'un chef d'accusation

**106** Lorsqu'une condamnation, reconnaissant la culpabilité sur deux chefs d'accusation ou plus est prononcée, la peine est valable si l'un quelconque des chefs d'accusation la justifiait. 1979, chap. 4, art. 106.

Appel fondé sur un vice de la dénonciation ou de la procédure

**107 (1)** Un jugement fondé sur tout présumé vice dans la substance ou la forme d'une dénonciation, d'un procès-verbal ou d'un acte de procédure, ou sur toute divergence entre la dénonciation, le procès-verbal ou l'acte de procédure et la preuve recueillie au procès, ne doit pas être rendu en faveur de l'appelant, à moins qu'il ne soit démontré que l'objection a été soulevée au procès et que, dans le cas d'une divergence, un ajournement du procès a été refusé, en dépit du fait que cette divergence a induit l'appelant en erreur.

Idem

(2) Lorsqu'un appel est fondé sur un vice qui entache une condamnation ou une ordonnance, un jugement ne doit pas être rendu en faveur de l'appelant, mais le tribunal doit rendre une ordonnance qui apporte les corrections nécessaires. 1979, chap. 4, art. 107.

Ordonnances additionnelles

**108** Lorsqu'un tribunal exerce n'importe quel des pouvoirs qui lui sont conférés par les articles 100 à 107, il peut, de plus, rendre toute ordonnance que la justice requiert. 1979, chap. 4, art. 108.

Nouveau procès

**109 (1)** Lorsqu'un tribunal ordonne un nouveau procès, celui-ci doit se tenir devant une cour des infractions provinciales présidée par un juge autre que celui qui a jugé le défendeur en première instance, à moins que le tribunal d'appel n'ordonne que le nouveau procès soit tenu devant ce dernier juge.

Ordonnance de mise en liberté

(2) Lorsqu'un tribunal ordonne un nouveau procès, il peut, en attendant ce procès, rendre toute ordonnance de mise en liberté ou de détention de l'appelant, que peut rendre un juge aux termes du paragraphe (2) de l'article 134. L'ordonnance peut alors s'appliquer comme si elle avait été rendue par un juge aux termes du paragraphe susmentionné. 1979, chap. 4, art. 109.

Procès de novo

**110 (1)** Lorsqu'en raison de l'état du dossier de l'affaire établi par le tribunal de première instance, ou pour toute autre raison, le tribunal, saisi d'une demande de l'appelant ou de l'intimé, estime que les intérêts de la justice seraient mieux servis par la tenue d'un appel sous la forme de procès *de novo*, le tri-



bunal peut ordonner que l'appel soit entendu sous cette forme, conformément aux règles de pratique. À cette fin, cette loi s'applique, avec les modifications nécessaires, comme s'il s'agissait d'une procédure intentée devant une cour des infractions provinciales.

(2) Le tribunal peut, aux fins d'entendre et de décider un appel aux termes du paragraphe (1), autoriser que soit lue devant lui toute déposition d'un témoin recueillie par le tribunal de première instance pourvu que son authenticité ait été établie, et que

Dépositions

- a) l'appelant et l'intimé y consentent;
- b) le tribunal se soit assuré que la présence du témoin ne peut raisonnablement être obtenue; ou
- c) le tribunal se soit assuré, en raison du caractère formel de la preuve ou pour toute autre raison, que la partie adverse n'en subira aucun préjudice.

Toute déposition ainsi lue, sous l'autorité du présent paragraphe, a la même vigueur et le même effet que si le témoin avait lui-même déposé devant le tribunal. 1979, chap. 4, art. 110.

**111** Le tribunal peut ordonner que l'appel soit rejeté, lorsqu'il a la preuve qu'un avis d'appel a été donné et

Rejet ou abandon

- a) que l'appelant a omis de se soumettre à une ordonnance rendue aux termes des articles 94 ou 95, ou aux conditions de tout engagement contracté aux termes de l'un ou l'autre de ces articles; ou
- b) que l'appel n'a pas été poursuivi ou a été abandonné. 1979, chap. 4, art. 111.

**112** (1) Lorsqu'un appel est entendu et décidé, ou est abandonné, ou est rejeté faute de poursuite, le tribunal peut rendre, pour ce qui est des frais, toute ordonnance qu'il estime juste et raisonnable.

Frais

(2) Lorsque le tribunal ordonne que l'appelant ou l'intimé acquitte les frais, l'ordonnance doit prescrire qu'ils soient payés au greffier du tribunal de première instance, qui doit les verser à la personne qui y a droit et il doit fixer le délai dans lequel ces frais doivent être acquittés.

Paiement

(3) Lorsqu'aux termes de cet article, il est ordonné que les frais soient payés par une personne autre qu'un poursuivant qui agit au nom de la Couronne, ceux-ci doivent être considérés

Exécution

comme une amende aux fins d'exécuter l'ordre de paiement. 1979, chap. 4, art. 112.

Mise à exécution  
d'une ordonnance  
du tribunal d'appel

**113** Une ordonnance ou une décision du tribunal d'appel doit être mise en application ou exécutée par le tribunal de première instance et le greffier du tribunal d'appel doit envoyer au greffier du tribunal de première instance l'ordonnance et tous les écrits qui s'y rapportent. 1979, chap. 4, art. 113.

Appel à la Cour  
d'appel

**114** (1) Un défendeur ou le poursuivant, ou le Procureur général par voie d'intervention peuvent, lorsqu'un juge de la Cour d'appel le permet pour des motifs particuliers, en appeler à cette cour du jugement du tribunal, s'il s'agit d'une question de droit seulement ou de la condamnation, conformément aux règles de pratique établies aux termes de l'article 123.

Permission d'interjeter appel -  
Motifs

(2) Nulle permission d'interjeter appel ne doit être accordée aux termes du paragraphe (1), à moins que le juge de la Cour d'appel n'estime que, dans les circonstances particulières de l'affaire, il est essentiel, dans l'intérêt public ou pour la bonne administration de la justice, que la permission soit accordée. 1979, chap. 4, art. 114.

Détention en attendant l'appel

**115** Un défendeur qui interjette appel doit demeurer en détention s'il y est déjà. Un jugement peut cependant ordonner sa mise en liberté en l'accompagnant de toute condition dont il est question au paragraphe (2) de l'article 134. 1979, chap. 4, art. 115.

Transfert du dossier

**116** Lorsqu'une requête pour obtenir la permission d'interjeter appel est présentée, le greffier de la Cour d'appel doit en aviser le greffier du tribunal où la décision dont on interjette appel a été rendue. Dès réception de l'avis, le greffier du tribunal doit transmettre au greffier de la Cour d'appel tout ce qui constitue le dossier, y compris toute autre pièce pertinente demandée par un juge de la Cour d'appel. 1979, chap. 4, art. 116.

Application des  
articles 98, 100 à  
109, 111 (b), 112

**117** Les articles 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108 et 109, ainsi que l'alinéa b) de l'article 111 et l'article 112, s'appliquent, avec les modifications nécessaires, aux appels interjetés devant la Cour d'appel aux termes de l'article 114. 1979, chap. 4, art. 117.

#### APPELS AUX TERMES DES PARTIES I ET II

Appel

**118** (1) Un défendeur ou le poursuivant, ou le Procureur général par voie d'intervention, ont le droit d'en appeler d'un acquittement, d'une reconnaissance de culpabilité ou d'une peine qui résulte d'une poursuite intentée par un procès-verbal

aux termes des Parties I ou II. L'appel doit être porté devant la cour provinciale (division criminelle) du comté ou du district dans lequel la décision a été rendue.

(2) Un avis d'appel doit être rédigé dans la forme prescrite et doit énoncer les motifs de l'appel. Il doit être déposé, conformément aux règles de pratique, au greffe de la cour provinciale (division criminelle), dans les quinze jours de la date à laquelle la décision frappée d'appel a été rendue.

Demande d'appel

(3) Le greffier doit, dès que la chose est possible, aviser le défendeur et le poursuivant de l'heure, de la date et du lieu de l'audition de l'appel. 1979, chap. 4, art. 118.

Avis d'audition

**119** (1) Lors d'un appel, le tribunal doit donner aux parties l'occasion d'être entendues afin que soient déterminés les points en litige. Il peut, lorsque les circonstances l'exigent, faire les recherches nécessaires pour s'assurer que les points en litige sont entièrement et efficacement définis.

Procédure d'appel

(2) Un appel doit se faire au moyen d'une révision devant la cour provinciale (division criminelle) du comté ou du district dans lequel la décision a été rendue.

Révision

(3) Pour décider une révision, le tribunal peut

Preuve

- a) entendre ou réentendre, en tout ou en partie, l'enregistrement de la preuve et il peut demander à toute partie d'en fournir une transcription totale ou partielle, ou de produire toute autre pièce au dossier;
- b) recueillir la déposition de tout témoin, que celui-ci ait témoigné ou non au procès;
- c) exiger que le juge qui a présidé au procès présente un rapport écrit sur toute question spécifiée dans la requête; ou
- d) recevoir les exposés des faits sur lesquels les parties s'entendent ou les admissions, et leur donner suite. 1979, chap. 4, art. 119.

**120** Lorsqu'un appel n'a pas eu de suite ou qu'il a été abandonné, le tribunal peut ordonner qu'il soit rejeté. 1979, chap. 4, art. 120.

Rejet suite à un abandon

**121** (1) Lors d'un appel, le tribunal peut confirmer, infirmer ou modifier la décision frappée d'appel ou, lorsqu'à son avis, il est nécessaire de prendre cette mesure pour répondre aux fins de la justice, ordonner un nouveau procès.

Pouvoirs du tribunal siégeant en appel

Nouveau procès

(2) Lorsque le tribunal ordonne un nouveau procès, celui-ci doit se tenir devant la cour des infractions provinciales présidée par un juge autre que celui qui a jugé le défendeur en première instance, mais le tribunal d'appel peut, si les parties en appel y consentent, ordonner que le nouveau procès se tienne devant le juge qui a jugé le défendeur en première instance ou, devant le juge qui ordonne le nouveau procès.

Frais

(3) À la suite d'un appel, le tribunal peut rendre une ordonnance aux termes de l'article 61, pour le paiement des frais encourus pour l'appel, et le paragraphe (3) de cet article s'applique à l'ordonnance de la même façon que s'il s'agissait d'une ordonnance d'une cour des infractions provinciales. 1979, chap. 4, art. 121.

Appel devant la  
Cour d'appel

**122** (1) Un appel du jugement de la Cour provinciale (division criminelle) peut être interjeté devant la Cour d'appel, conformément aux règles de pratique établies aux termes de l'article 123, lorsqu'il s'agit d'une question de droit seulement et lorsqu'un juge de la Cour d'appel, pour des motifs particuliers, le permet.

Permission d'in-  
terjeter appel -  
Motifs

(2) Nulle permission d'interjeter appel ne doit être accordée aux termes du paragraphe (1), à moins que le juge de la Cour d'appel n'estime que, dans les circonstances particulières de l'affaire, il est essentiel dans l'intérêt public ou pour la bonne administration de la justice, que la permission soit accordée.

Frais

(3) À la suite d'un appel aux termes de cet article, la Cour d'appel peut rendre, pour ce qui est des frais, toute ordonnance qu'elle estime juste et raisonnable. 1979, chap. 4, art. 122.

#### RÈGLES DE PRATIQUE EN MATIÈRE D'APPELS

Règles de prati-  
que du tribunal en  
matière d'appels

**123** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règles de pratique qui ne sont pas incompatibles avec cette loi ou toute autre loi pour la bonne marche des appels devant les cours provinciales (division criminelle), les cours de comté et de district et devant la Cour d'appel aux termes de cette loi, et pour régir les pratiques en usage et la procédure en appel ainsi que toute question que soulèvent ces appels ou qui s'y rattache. 1979, chap. 4, art. 123.



**124** (1) À la suite d'une requête présentée au moyen d'un avis introductif d'instance, la Cour suprême, division de première instance peut, par ordonnance, accorder pour ce qui est des questions soulevées aux termes de cette loi, tout recours auquel le requérant aurait droit dans le cas d'une poursuite intentée par voie de requête pour obtenir une ordonnance de la nature d'un bref de *mandamus*, de prohibition ou de *certiorari*.

Requête pour obtenir un recours de la nature d'un bref de *mandamus*, prohibition, *certiorari*

(2) L'avis de requête aux termes de cet article doit être signifié

Avis de requête

- a) à la personne dont l'acte ou l'omission donne lieu à la requête;
- b) à toute personne qui est partie à une procédure donnant lieu à la requête; et
- c) au Procureur général.

(3) Un appel d'une ordonnance rendue aux termes de cet article peut être interjeté devant la Cour d'appel.

Appel

**125** (1) Un avis donné aux termes de l'article 124 au sujet d'une requête pour obtenir un recours de la nature d'un bref de *certiorari* doit être donné, au moins sept jours et pas plus de dix jours avant la date fixée pour l'audition de la requête. L'avis doit être signifié dans les trente jours de la date à laquelle a été posé l'acte que l'on désire faire annuler.

*Certiorari* - Avis

(2) Lorsque l'avis dont il est fait mention au paragraphe (1) est signifié à la personne qui a rendu la décision, l'ordonnance ou le mandat ou, qui préside à la procédure qui donne lieu à la requête, cette personne doit, sans délai, déposer à la Cour suprême, division de première instance, tous les documents relatifs à l'objet de la requête, pour qu'il en soit fait usage à cet effet.

Dépôt des documents

(3) Nulle requête ne doit être présentée dans le but de faire annuler une condamnation, une ordonnance ou une décision pour laquelle cette loi prévoit un appel, que le pourvoi soit sous réserve d'une autorisation ou d'une autre formalité.

Lorsqu'il y a droit d'appel

(4) La Cour suprême, division de première instance saisie d'une requête pour obtenir un recours de la nature d'un bref de *certiorari*, ne doit pas l'accorder, à moins que le tribunal n'en vienne à la conclusion qu'une erreur sérieuse a été commise ou qu'il y a eu déni de justice. Le tribunal peut alors modifier ou

Erreur sérieuse

confirmer toute décision déjà rendue, laquelle entre en vigueur au moment et aux conditions que le tribunal estime appropriés.

Ordonnance qui garde à l'abri de poursuites au civil

(5) Lorsqu'une requête est présentée dans le but de faire annuler une décision rendue, un mandat émis ou une procédure faite ou présidée par un juge, en se fondant sur le fait qu'il a excédé sa compétence, la Cour suprême, division de première instance peut, en annulant la décision, l'ordonnance, le mandat ou la procédure en question, ordonner qu'aucune action au civil ne soit intentée contre le juge ou un fonctionnaire quelconque qui a agi aux termes de la décision, de l'ordonnance ou du mandat, ou qui a participé à la procédure ou qui s'est conformé à tout mandat décerné pour son exécution. 1979, chap. 4, art. 125.

Requête pour obtenir un recours de la nature d'un bref d'*habeas corpus*

**126** (1) À la suite d'une requête présentée au moyen d'un avis introductif d'instance, la Cour suprême, division de première instance peut, par ordonnance, accorder, pour ce qui est d'une question soulevée aux termes de cette loi, tout recours auquel le requérant aurait droit, dans le cas d'une poursuite intentée par voie de requête pour obtenir une ordonnance de la nature d'un bref d'*habeas corpus*.

Procédure à suivre lors d'une requête pour obtenir un recours de la nature d'un bref d'*habeas corpus*

(2) L'avis à l'effet qu'une requête sera présentée, aux termes du paragraphe (1), pour obtenir un recours de la nature d'un bref d'*habeas corpus*, doit être signifié à la personne qui a la garde de celle qui fait l'objet de la requête et au Procureur général. Lors de l'audition de la requête, la personne qui en fait l'objet peut, si la permission lui en est accordée, être dispensée de comparaître, auquel cas la Cour suprême, division de première instance, peut sans délai juger de la question et statuer sur celle-ci de la façon que l'exige la justice.

Requête aux termes du chapitre 197, S. R. O. 1970

(3) Sous réserve des paragraphes (1) et (2), la *Loi sur l'habeas corpus* s'applique aux requêtes présentées aux termes de cet article. Cependant, une requête pour obtenir un recours de la nature d'un bref de *certiorari* peut être présentée à l'appui d'une requête faite aux termes de cet article.

Le chapitre 48, 1971, et les articles 69 et 70 du chap. 228, S. R. O. 1970, ne s'appliquent pas

(4) La *Loi de 1971 sur la procédure à suivre en matière de révision judiciaire*, et les articles 69 et 70 de la *Loi sur l'organisation judiciaire* ne s'appliquent pas aux questions pour lesquelles une requête peut être présentée aux termes de l'article 124.

Frais

(5) Un tribunal devant lequel une requête est présentée ou un appel est interjeté aux termes de cet article ou de l'article 124, peut rendre, pour ce qui est des frais, toute ordonnance qu'il estime juste et raisonnable. 1979, chap. 4, art. 126.

## PARTIE VII

### ARRESTATION, CAUTION ET MANDATS DE PERQUISITION

#### *Arrestation*

**127** Dans cette Partie, “agent responsable” désigne l’agent de police qui est responsable du poste de police ou autre lieu où une personne est conduite après son arrestation. 1979, chap. 4, art. 127.

Agent responsable

**128** (1) Un mandat d’arrestation décerné contre une personne doit être exécuté par un agent de police qui procède à son arrestation à quelque endroit qu’elle se trouve en Ontario.

Exécution du mandat

(2) Un agent de police peut procéder sans mandat à l’arrestation d’une personne, lorsqu’il a des motifs raisonnables et plausibles de croire qu’un mandat pour ce faire a force exécutoire contre elle en Ontario. 1979, chap. 4, art. 128.

Idem

**129** Toute personne peut procéder sans mandat à l’arrestation d’une personne qu’elle croit, pour des motifs raisonnables et plausibles, avoir commis une infraction et être en fuite et être immédiatement poursuivie par un agent de police qui est légalement autorisé à l’arrêter. Lorsque la personne qui procède à l’arrestation n’est pas un agent de police, elle doit aussitôt la livrer à un agent de police. 1979, chap. 4, art. 129.

Arrestation sans mandat

**130** (1) Tout agent de police, s’il a des motifs raisonnables et plausibles d’agir, est justifié de faire usage d’autant de force qu’il est nécessaire pour exécuter ce que la loi lui enjoint ou permet de faire.

Usage de la force

(2) Toute personne à qui un agent de police demande de l’aide, est justifiée de faire usage d’autant de force que, pour des motifs raisonnables et plausibles, elle croit nécessaire pour fournir cette assistance. 1979, chap. 4, art. 130.

Usage de la force par un citoyen

**131** Lorsqu’une personne est arrêtée à tort, avec ou sans mandat, nulle action en dommages-intérêts ne doit être intentée

Droit d’être tenu à couvert de poursuites au civil

- a) contre l’agent de police qui a procédé à l’arrestation, s’il a cru de bonne foi et pour des motifs raisonnables et plausibles, que la personne ainsi arrêtée était la personne nommée au mandat ou était sujette à une arrestation sans mandat sous l’autorité d’une loi;

b) contre toute personne à qui l'agent de police a demandé de l'aide, si celle-ci croyait que l'agent de police avait le droit de procéder à l'arrestation; ou

c) contre toute personne à qui l'on enjoint de détenir le prisonnier sous sa garde, si celle-ci croit que l'arrestation a été faite légalement. 1979, chap. 4, art. 131.

Production de  
l'ordre du tribunal

**132** (1) Quiconque exécute un ordre du tribunal ou un mandat est tenu de l'avoir sur lui, lorsque la chose est possible, et de le produire, lorsque demande lui en est faite.

Avis du motif de  
l'arrestation

(2) Quiconque procède à l'arrestation d'une personne, avec ou sans mandat, est tenu de lui donner, lorsque la chose est possible, avis du motif de l'arrestation. 1979, chap. 4, art. 132.

### *Caution*

Mise en liberté  
après une arrestation  
effectuée par  
un agent de police

**133** (1) Lorsqu'un agent de police procède à l'arrestation d'une personne aux termes d'un mandat ou en vertu d'un autre pouvoir qui lui est conféré, il doit, dès que la chose est possible, la mettre en liberté après lui avoir signifié une sommation ou un avis d'infraction, à moins qu'il n'ait des motifs raisonnables et plausibles de croire

a) qu'il est nécessaire dans l'intérêt public de détenir la personne, compte tenu de toutes les circonstances, y compris la nécessité

(i) d'identifier la personne,

(ii) d'obtenir ou de conserver la preuve de l'infraction ou une preuve qui s'y rattache, ou

(iii) d'empêcher que l'infraction se poursuive ou se répète, ou qu'une autre infraction soit commise; ou

b) que la personne arrêtée réside ordinairement à l'extérieur de l'Ontario et qu'elle ne se conformera pas à une sommation ou à un avis d'infraction.

Mise en liberté  
par l'agent responsable

(2) Lorsqu'un défendeur n'est pas mis en liberté aux termes du paragraphe (1), l'agent de police doit le livrer à l'agent responsable qui doit lorsque, à son avis, les conditions énoncées aux alinéas a) et b) du paragraphe (1) n'existent pas ou ont cessé d'exister, mettre le défendeur en liberté

a) après lui avoir signifié une sommation ou un avis d'infraction;



- b) après que le défendeur a contracté un engagement dans la forme prescrite, sans les cautions prévues pour garantir sa comparution devant le tribunal.

(3) Lorsque le défendeur est détenu pour la seule raison qu'il ne réside ordinairement pas en Ontario, et qu'on croit qu'il ne se conformera pas à une sommation ou à un avis d'infraction, l'agent responsable peut, en plus de tout ce que requiert le paragraphe (2), exiger que le défendeur fasse un dépôt en argent ou dépose toute autre valeur négociable satisfaisante, jusqu'à concurrence des sommes suivantes:

Cautionnement  
en argent par un  
non-résident

- a) lorsque la poursuite est intentée au moyen d'un procès-verbal aux termes des Parties I ou II, le montant de l'amende déterminée pour l'infraction ou, s'il n'y en a pas, 300 dollars; ou
- b) lorsque la poursuite est intentée au moyen d'une dénonciation aux termes de la Partie III, 500 dollars. 1979, chap. 4, art. 133.

**134** (1) Lorsque le défendeur n'est pas mis en liberté aux termes de l'article 133, l'agent responsable doit, dès que la chose est possible, mais dans tous les cas dans les vingt-quatre heures, le conduire devant un juge qui doit, à moins qu'un plaidoyer de culpabilité ne soit enregistré, ordonner que le défendeur soit mis en liberté après qu'il aura promis de comparaître. La règle ci-dessus ne s'applique pas si le poursuivant, après avoir eu l'occasion de ce faire, démontre que la détention du défendeur est justifiée pour assurer sa comparution devant le tribunal ou qu'une ordonnance aux termes du paragraphe (2) est bien fondée pour cette même raison.

Une personne en  
détention doit  
être amenée de-  
vant un juge

(2) Sous réserve du paragraphe (1), le juge peut ordonner la mise en liberté du défendeur

Ordonnance de  
mise en liberté  
conditionnelle

- a) pourvu qu'il contracte un engagement à comparaître aux conditions voulues pour assurer sa comparution devant le tribunal;
- b) lorsqu'il s'agit d'une infraction qui est punissable d'un emprisonnement de douze mois ou plus, pourvu qu'il contracte un engagement devant un juge, accompagné des cautions pour un montant et aux conditions, s'il y en a, qui garantissent adéquatement sa comparution devant le tribunal ou, lorsque le poursuivant y consent, après qu'il a déposé devant le juge un montant d'argent ou autre garantie valable, selon ce qu'exige l'ordonnance, jusqu'à concurrence des sommes suivantes:

(i) lorsque la poursuite est intentée au moyen d'un procès-verbal aux termes des Parties I ou II, le montant de l'amende déterminée pour l'infraction ou, s'il n'y en a pas, 300 dollars, ou

(ii) lorsque la poursuite est intentée au moyen d'une dénonciation aux termes de la Partie III, 1,000 dollars; ou

c) si le défendeur ne réside ordinairement pas en Ontario, après qu'il a contracté un engagement, devant un juge, avec ou sans cautions, pour un montant et aux conditions, s'il y en a, qui garantissent adéquatement sa comparution devant le tribunal, et après avoir déposé devant le juge un montant d'argent ou autre garantie valable, selon ce qu'exige l'ordonnance jusqu'à concurrence des sommes suivantes,

(i) lorsque la poursuite est intentée au moyen d'un procès-verbal aux termes des Parties I ou II, le montant de l'amende déterminée pour l'infraction ou, s'il n'y en a pas, 300 dollars, ou

(ii) lorsque la procédure est intentée au moyen d'une dénonciation aux termes de la Partie III, 1,000 dollars.

Idem

(3) Le juge ne doit pas rendre une ordonnance aux termes des alinéas b) ou c) du paragraphe (2), à moins que le poursuivant ne démontre qu'une ordonnance, aux termes de l'alinéa immédiatement précédent, ne devrait pas être rendue.

Ordonnance de détention

(4) Lorsque le poursuivant démontre qu'il est justifié de détenir le défendeur sous bonne garde afin de garantir sa comparution devant le tribunal, le juge doit ordonner qu'il soit détenu jusqu'à ce que son cas soit décidé selon la loi.

Motifs

(5) Le juge doit, lorsqu'il rend sa décision aux termes des paragraphes (1), (2) ou (4), insérer dans le dossier l'exposé de ses motifs.

Preuves admises à l'audience

(6) Au cours d'une procédure aux termes du paragraphe (1), le juge peut recevoir les renseignements qu'il considère croyables ou dignes de foi eu égard aux circonstances de chaque affaire et fonder sa décision sur ceux-ci. La règle ci-dessus est sous réserve de l'exception que le défendeur ne doit pas être interrogé ou contre-interrogé à propos de l'infraction dont il est accusé.

(7) Une audience aux termes du paragraphe (1) ne doit pas être ajournée pour plus de trois jours sans le consentement du défendeur. 1979, chap. 4, art. 134.

Ajournements

**135** (1) Lorsqu'un défendeur n'est pas mis en liberté aux termes des articles 133 ou 134, il doit être conduit sans délai devant le tribunal et, dans tous les cas, dans les huit jours.

Procès hâtif de la personne en détention

(2) Le juge qui préside le tribunal lors de toute comparution du défendeur peut, à la requête du défendeur ou du poursuivant, réviser toute ordonnance rendue aux termes de l'article 134, et rendre une nouvelle ordonnance, ou une autre ordonnance aux termes de l'article 134 qui lui semble appropriée dans les circonstances. 1979, chap. 4, art. 135.

Ordonnances subséquentes

**136** Un défendeur ou un poursuivant peuvent interjeter appel d'une ordonnance ou d'un refus de rendre une ordonnance aux termes des articles 134 ou 135. L'appel doit être entendu devant la cour de comté ou de district, du comté ou du district dans lequel la décision a été rendue et l'on doit y procéder conformément aux règles de pratique établies aux termes de l'article 123. 1979, chap. 4, art. 136.

Appel

**137** (1) Une personne qui est mise en liberté, après avoir remis un dépôt aux termes du paragraphe (3) de l'article 133 ou de l'alinéa c) du paragraphe (2) de l'article 134, peut désigner comme son mandataire, dans le cas où elle ne comparaît pas pour répondre à l'accusation, le greffier du tribunal, aux fins qu'il plaide coupable en son nom et peut l'autoriser, à la suite de la condamnation, à affecter au paiement de l'amende et des frais imposés par le tribunal, le montant ainsi déposé. Le greffier doit, en vertu de ce paragraphe, agir à titre de mandataire sans frais.

Nomination d'un mandataire pour la comparution

(2) Un agent responsable ou un juge qui reçoit un engagement, de l'argent ou une garantie aux termes des articles 133 ou 134, doit les rendre au tribunal devant lequel le défendeur est requis de comparaître.

Remises au tribunal

(3) Le greffier du tribunal doit, une fois l'instance terminée, remettre un état financier à chaque personne qui a déposé de l'argent ou une garantie aux termes d'un engagement, et rembourser l'excédent s'il y en a. 1979, chap. 4, art. 137.

Remises aux cautions

**138** (1) L'engagement qui garantit sa comparution lie la personne qui le contracte et ses cautions pour ce qui est de toutes ses comparutions au cours de l'instance aux dates, aux heures et aux lieux auxquels se rapporte l'ajournement.

L'engagement lie pour toutes les comparutions

L'engagement lie indépendamment d'autres accusations

(2) Un engagement lie celui qui le contracte pour ce qui est des comparutions en ce qui concerne l'infraction à laquelle il se rapporte. L'arrestation, l'acquiescement ou la condamnation du défendeur à la suite d'une autre accusation n'annule pas l'engagement.

Responsabilité de celui qui contracte un engagement

(3) Celui qui contracte un engagement s'engage à payer le montant de l'engagement qui est dû lors de la déchéance.

Responsabilité lorsqu'il y a des cautions

(4) Celui qui contracte un engagement et chacune des cautions s'engagent conjointement et solidairement à payer le montant de l'engagement qui est dû lors de la déchéance pour défaut de comparaître.

Requête présentée par une caution pour être relevée de son obligation

**139** (1) Celui qui se porte caution à un engagement peut, au moyen d'une requête écrite présentée au tribunal devant lequel le défendeur est requis de comparaître, demander à être relevé de son obligation aux termes de l'engagement. Le tribunal doit, dès lors, émettre un mandat pour l'arrestation du défendeur.

Certificat d'arrestation

(2) Lorsqu'un agent de police procède à l'arrestation du défendeur aux termes d'un mandat émis en vertu du paragraphe (1), il doit le conduire devant un juge aux termes de l'article 134. Il doit constater l'arrestation en rédigeant un certificat dans la forme prescrite et déposer ce certificat au tribunal.

Annulation de l'engagement

(3) La réception du certificat par le tribunal aux termes du paragraphe (2), annule l'engagement et libère les cautions. 1979, chap. 4, art. 139.

Remise du défendeur à la garde du tribunal par une caution

**140** Celui qui se porte caution à un engagement peut se libérer de son obligation aux termes de l'engagement, en remettant le défendeur à la garde du tribunal devant lequel celui-ci est requis de comparaître en tout temps pendant la session du tribunal ou avant son procès. 1979, chap. 4, art. 140.

Certificat de défaut

**141** (1) Lorsqu'une personne qui est liée par un engagement ne se conforme pas à une de ses conditions, un juge connaissant les faits doit revêtir l'engagement d'un certificat dans la forme prescrite énonçant

- a) la nature du défaut;
- b) la raison du défaut, si elle est connue;
- c) si l'on a fait obstacle aux fins de la justice ou s'il y a eu retard à les réaliser en raison du défaut;
- d) les noms et adresses de celui qui a contracté l'engagement ainsi que des cautions.



(2) Un certificat qui a été inscrit sur un engagement aux termes du paragraphe (1) fait preuve du défaut auquel il se rapporte.

Valeur probante  
du certificat

(3) Le greffier du tribunal doit transmettre l'engagement revêtu de l'inscription, au greffier de la cour de comté ou de district du même comté ou district. À sa réception, l'engagement ainsi revêtu du certificat constitue une requête pour obtenir la déchéance de l'engagement.

Requête pour ob-  
tenir la déchéance

(4) Un juge de la cour de comté ou de district doit déterminer la date, l'heure et le lieu de l'audition de la requête qui sera entendue par la cour de comté ou de district. Le greffier de cette cour doit, pas moins de dix jours avant la date déterminée pour l'audition, faire parvenir un avis, au poursuivant et à chacun de ceux qui ont contracté un engagement et, lorsqu'il s'agit d'une requête en déchéance pour défaut de comparaître, aviser pareillement chaque caution nommée à l'engagement, de la date, de l'heure et du lieu déterminés pour l'audition, leur enjoignant d'exposer les raisons pour lesquelles l'engagement ne devrait pas être déchu.

Avis d'audition

(5) La cour de comté ou de district a, après avoir donné aux parties l'occasion d'être entendues, le pouvoir discrétionnaire d'accorder ou de refuser la requête et de rendre toute ordonnance qu'elle estime appropriée en ce qui a trait à la déchéance.

Ordonnance de  
déchéance

(6) Lorsqu'une ordonnance de déchéance est rendue aux termes du paragraphe (5),

Recouvrement au  
cas de déchéance

- a) toute somme d'argent ou toute garantie frappée de déchéance doit être versée, par la personne qui en a la garde, à la personne qui a légalement droit de la recevoir; et
- b) celui qui a contracté un engagement et la caution deviennent, par jugement, conjointement et solidairement débiteurs de la Couronne, pour le montant frappé de déchéance aux termes de l'engagement. Le montant d'argent peut être recouvré de la même manière que s'il s'agissait d'un montant d'argent dû aux termes d'un jugement de la cour de comté ou de district. 1979, chap. 4, art. 141.

### *Mandats de perquisition*

**142** (1) Lorsqu'un juge est convaincu, à la suite d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe un motif raisonnable de croire que se trouve, dans un bâtiment, contenant ou lieu,

Mandat de per-  
quisition

- a) une chose sur laquelle ou au sujet de laquelle une infraction a été commise ou est soupçonnée d'avoir été commise; ou
- b) une chose qui offre un motif raisonnable de croire qu'elle fournira une preuve de la perpétration d'une infraction,

il peut en tout temps décerner, sous son seing, un mandat rédigé dans la forme prescrite, autorisant un agent de police ou une personne qui y est nommée à faire une recherche dans ce bâtiment, ce contenant ou ce lieu, pour y trouver une chose quelconque, s'en saisir et l'apporter devant le juge qui a décerné le mandat ou un autre juge de la cour de comté ou de district dans lequel est située la cour des infractions provinciales qui a compétence pour juger de cette infraction afin qu'il en décide conformément à la loi.

Expiration

(2) Chaque mandat de perquisition doit porter une date d'expiration. Celle-ci ne doit pas être postérieure au quinzième jour qui suit l'émission du mandat.

Quand le mandat doit être exécuté

(3) Chaque mandat de perquisition doit être exécuté entre six heures et vingt et une heures, heure normale, à moins que le juge ne donne d'autorisation contraire dans le mandat. 1979, chap. 4, art. 142.

Mise sous garde des choses saisies

**143** (1) Lorsqu'une chose quelconque est saisie et portée devant un juge, celui-ci doit, par ordonnance,

- a) retenir cette chose ou ordonner qu'elle soit placée sous la garde de la personne nommée à l'ordonnance; ou
- b) ordonner qu'elle soit restituée.

Le juge peut, dans l'ordonnance, autoriser l'examen, l'essai, l'inspection ou la reproduction de la chose saisie, aux conditions qui sont raisonnablement nécessaires et qu'il exige dans l'ordonnance et il peut prendre toute autre disposition qui, à son avis, est nécessaire à la conservation de la chose.

Délai de prescription pour la garde des choses saisies

(2) Aucune chose ne doit être retenue, aux termes d'une ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1), pour une période excédant trois mois à compter de la date de la saisie, à moins que, avant l'expiration de cette période,

- a) un juge ne se soit assuré, à la suite d'une requête que, compte tenu de la nature de l'enquête, il est justifié d'en prolonger la garde pendant une période déterminée et qu'il n'en ordonne ainsi; ou

- b) une instance n'ait été intentée au cours de laquelle la chose retenue peut être requise.

(3) Un juge saisi d'une demande du défendeur, du poursuivant ou d'une personne qui possède un droit dans une chose retenue aux termes du paragraphe (1), peut rendre une ordonnance pour l'examen, l'essai, l'inspection ou la reproduction de toute chose retenue aux conditions qui sont raisonnablement nécessaires et qu'il exige dans l'ordonnance.

Demande d'examen et de reproduction

(4) À la requête d'une personne qui a un droit dans une chose retenue aux termes du paragraphe (1) et après qu'un avis est donné au défendeur, à la personne dont la chose a été saisie, à celui à l'endroit de qui le mandat de perquisition est décerné et à toute autre personne qui a un droit apparent dans la chose en question, un juge peut rendre une ordonnance pour que la personne, à qui la chose a été saisie, obtienne la restitution de toute chose retenue, lorsqu'il appert que la chose n'est plus nécessaire aux fins d'une enquête ou d'une procédure.

Demande de restitution

(5) Lorsque c'est un juge de paix qui a rendu une ordonnance ou qui a refusé d'en rendre une aux termes des paragraphes (3) ou (4), un appel peut être interjeté contre cette décision de la même façon que pour un appel d'une condamnation à la suite d'une poursuite qui débute par un procès-verbal. 1979, chap. 4, art. 143.

Appel lorsqu'une ordonnance est rendue par un juge de paix

**144** (1) Lorsque, aux termes d'un mandat de perquisition, une personne s'apprête à examiner ou à saisir un document qui est en la possession d'un avocat et qu'au nom de son client, le droit aux communications privilégiées qui existent entre l'avocat et son client est réclamé, la personne doit, sans examiner le document ni en faire de copies,

Examen ou saisie de documents lorsque le droit aux communications privilégiées est réclamé

- a) saisir le document, le placer dans un paquet en y ajoutant tout autre document saisi qui fait l'objet d'une même réclamation au nom du même client, sceller le paquet et y apposer une identification; et
- b) placer le paquet sous la garde du greffier de la cour qui a compétence à l'endroit où la saisie a été effectuée ou, avec le consentement de la personne et du client, sous la garde d'une autre personne.

(2) Nul ne doit examiner ou saisir un document qui est en la possession d'un avocat sans lui donner une occasion raisonnable de se prévaloir du droit aux communications privilégiées aux termes du paragraphe (1).

Occasion de réclamer le droit aux communications privilégiées

Examen des documents mis sous bonne garde

(3) Un juge de la cour provinciale peut, par ordonnance, à la suite de la requête *ex parte* de l'avocat, l'autoriser à examiner ou à prendre copie du document en sa présence ou en celle de la personne qui en a la garde. L'ordonnance doit contenir les dispositions nécessaires pour assurer que le document soit empaqueté et scellé de nouveau sans y apporter de changement ou l'endommager.

Requête pour faire reconnaître le droit aux communications privilégiées

(4) Lorsqu'un document a été saisi et placé sous bonne garde aux termes du paragraphe (1), le client qui réclame le droit aux communications privilégiées qui existent entre l'avocat et son client ou, au nom duquel cette réclamation est faite, peut présenter une requête à un juge de la cour provinciale afin qu'il rende une ordonnance qui reconnait ce droit et lui restitue le document.

Délai de prescription

(5) Une requête aux termes du paragraphe (4) doit être présentée au moyen d'un avis de requête, au plus tard trente jours après la date de la mise sous bonne garde du document.

Le Procureur général est partie en cause

(6) La personne qui a saisi le document et le Procureur général sont parties à une requête présentée aux termes du paragraphe (4). Ils ont droit d'être avisés de sa présentation au moins trois jours auparavant.

Audition sous le sceau du secret et examen par le juge de la cour provinciale

(7) Une requête aux termes du paragraphe (4) doit être entendue sous le sceau du secret et, aux fins de l'audition, le juge de la cour provinciale peut examiner le document. Dans le cas où il l'examine, il doit le faire sceller à nouveau.

Ordonnance

(8) Le juge de la cour provinciale peut, par ordonnance,

a) déclarer que le droit aux communications privilégiées qui existent entre l'avocat et le client, s'applique ou ne s'applique pas à l'égard du document;

b) ordonner que le document soit restitué à la personne qui y a droit.

Remise du document lorsqu'il n'y a pas de requête aux termes du paragraphe (4)

(9) Lorsqu'il appert à un juge de la cour provinciale, saisi d'une requête du Procureur général ou de la personne qui a saisi le document, qu'aucune requête n'a été présentée aux termes du paragraphe (4), dans le délai prescrit au paragraphe (5), le juge de la cour provinciale doit ordonner que le document soit remis au requérant. 1979, chap. 4, art. 144.



## PARTIE VIII

### ORDONNANCES RENDUES À LA SUITE D'UNE REQUÊTE PRÉSENTÉE AUX TERMES D'UNE LOI

**145** Lorsque, aux termes de toute autre loi, il est permis d'intenter une poursuite devant un tribunal ou devant un juge afin qu'il rende une ordonnance, y compris une ordonnance pour obtenir le paiement d'une somme d'argent, cette loi s'applique, avec les modifications qui s'imposent, à cette poursuite, de la même manière que si elle avait été intentée aux termes de la Partie III. À cette fin,

Ordonnance aux  
termes des lois

- a) le requérant doit remplir, au lieu d'une dénonciation, une déclaration sous serment rédigée dans la forme prescrite qui atteste, sur la foi de motifs raisonnables et plausibles, l'existence des faits qui justifieraient l'ordonnance recherchée; et
- b) au lieu de demander au défendeur de présenter un plaidoyer, on doit lui demander s'il désire ou non contester l'émission de l'ordonnance. 1979, chap. 4, art. 145.

## PARTIE IX

### DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES

**146** (1) À l'exception des Parties I et II, cette loi s'applique aux infractions au sujet desquelles des poursuites ont été intentées après son entrée en vigueur.

Application

(2) Les Parties I et II s'appliquent chacune aux infractions commises après leur entrée en vigueur. 1979, chap. 4, art. 146.

Idem

**147** (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), sont abrogées:

Abrogation

1. La *Loi sur les déclarations sommaires de culpabilité* (chapitre 450 des Statuts Révisés de l'Ontario, 1970).
2. La *Loi de 1971 modifiant la Loi sur les déclarations sommaires de culpabilité* (chapitre 10).

(2) Les dispositions législatives qu'abroge le paragraphe (1) demeurent en vigueur pour ce qui est des infractions auxquelles cette loi ne s'applique pas.

Période transi-  
toire

Le paragraphe (1) s'applique aux stationnements illégaux

(3) Les dispositions législatives qu'abroge le paragraphe (1) continuent de s'appliquer pour ce qui est des stationnements illégaux, dans le cas où ce paragraphe entre en vigueur avant la Partie II. 1979, chap. 4, art. 147.

Référence S. R. O. 1970, chap. 450

**148** (1) Une référence, dans toute loi, règlement ou règlement administratif, à la *Loi sur les déclarations sommaires de culpabilité* doit être tenue pour une référence à la présente loi.

Références aux déclarations sommaires de culpabilité

(2) Une référence dans toute loi, règlement ou règlement administratif, à une poursuite intentée par voie de déclarations sommaires de culpabilité, doit être tenue pour une référence aux poursuites intentées aux termes de cette loi. 1979, chap. 4, art. 148.

Entrée en vigueur

\* **149** Cette loi entre en vigueur à la date que fixe le lieutenant-gouverneur par proclamation. 1979, chap. 4, art. 149.

Titre abrégé

**150** Le titre abrégé de cette loi est la *Loi de 1979 sur les infractions provinciales*. 1979, chap. 4, art. 150.

**\*REMARQUE:** A l'exception de la Partie II, cette loi est entrée en vigueur par proclamation le 31 mars 1980. Voir 1979, chap. 4, art. 149.

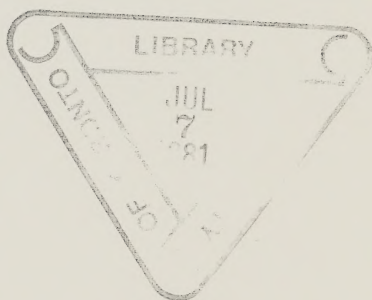
## NOTA

# NOTA



# NOTA

# NOTA







On peut se procurer des exemplaires supplémentaires de ce livret auprès de:

Publications Centre

5th Floor

880 Bay Street

Toronto, Ontario

M7A 1N8

Ou

Bureau des communications

Ministère du Procureur général

18 King Street East

Toronto, Ontario

M5C 1C5